

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 7

<i>L'Organisation économique dans la Russie des Soviets et en Occident</i>	Léon Trotzky.
<i>Le Bolchevisme en Egypte</i>	Georges Sorel.
<i>La Crise mondiale</i>	Lénine.
<i>Jaurès et l'Idée de Patrie</i>	Jacques Mesnil.
<i>Les Partis Politiques en Allemagne</i>	Clara Zetkin.
<i>Communisme et Parlementarisme</i>	Ch. Rappoport.
<i>Chronique Internationale (Italie, Etats-Unis)</i> .	
<i>Revue de Politique Internationale</i>	Ch. R.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 46-89

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOFORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	<i>Un an</i>	<i>Six mois</i>	<i>Trois mois</i>
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10
Le numéro 3 fr.			

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

50 numéros	FRANCE	25 francs
50 numéros	ÉTRANGER	30 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à :

René REYNAUD
123, rue Montmartre. — PARIS

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

Six mois....	5 francs	FRANCE	Un an....	10 francs
Six mois....	6 francs	EXTÉRIEUR	Un an....	12 francs

65376

25E

(5)

(70)

La Revue Communiste

Directeur : Ch. RAPPOPORT

PREMIÈRE ANNÉE

TOME II

Septembre 1920 - Février 1921

PARIS

17, Rue Grange-Batelière

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

L'Organisation Communiste dans la Russie des Soviets ET EN OCCIDENT

Dans un article très intéressant, publié par la *Pravda*, le camarade Kryssanowsky nous démontre qu'avec de la tourbe nous pouvons nous chauffer et nous éclairer. D'après ses calculs nos richesses en tourbe sont — si ma mémoire est bonne — trois fois plus grandes que nos richesses en bois. Il prouve que nos tourbières peuvent nous éclairer et nous chauffer pendant 150 ans consécutifs. Nous ne sommes point si prétentieux et nous serions satisfaits si la tourbe pouvait remplacer le combustible minéral pendant cinq ans, jusqu'à ce que nous soyions en possession du bassin de Donetz, du Caucase septentrional, du naphte de Bakou et d'Emben.

Là, camarades, il y a naturellement bien des choses qui n'ont pas encore reçu de solution technique. Nos techniciens

Voir la *Revue* d'Août.

forment des groupements à eux, des fractions pour ainsi dire. Il y a des fractions pour la tourbe, des fractions pour l'ardoise, de même qu'il y a différentes fractions en politique. Et il faut reconnaître que ceci est un progrès, car il faut nous efforcer de faire passer la politique dans l'économie. Et le jour où notre population laborieuse se divisera en libres groupes, fractions et unions qui appuieront les partisans de la tourbe, les partisans de l'ardoise, les constructeurs appartenant à une école particulière, etc. ; le jour où nous oublierons les menchéviks, les socialistes révolutionnaires, les monarchistes, les syndicalistes et plus tard, même les bolchéviks, — ce jour-là un grand progrès sera réalisé et cela signifiera que nous assistons à la réalisation de l'appareil du pouvoir économique du communisme ; que nous allons vers la réalisation du communisme économique d'après des principes nouveaux, — et ceci touche les intérêts vitaux des masses laborieuses.

Mais dans tous les cas, quels que soient ceux qui ont raison : les partisans de la tourbe ou les partisans de l'ardoise, c'est-à-dire, soit ceux qui attribuent plus d'importance à la tourbe ou à l'ardoise, dans tous les cas, dis-je, ici comme là, il faut se servir d'une masse énorme d'ouvriers non-qualifiés. En ce qui concerne les ouvriers qualifiés, le rôle principal appartient aux unions des syndicats. Ce sont ces unions qui organisent les groupements économiques, ce sont elles qui nous fournissent et qui nous fourniront beaucoup mieux et en plus grande proportion les ouvriers nécessaires.

Quant aux forces ouvrières non-qualifiées nous ne pourrions les ramasser que par une mobilisation en masse qui sera exécutée d'après les dispositions prises en tenant compte du moment et du lieu.

Ici, camarades, avant tout nous nous heurtons à la question politique. Nous serons obligés de mobiliser ces forces pour les travaux des tourbières, des mines d'ardoise et pour la reconstruction des chemins de fer, et de les mobiliser dans une proportion telle que nous ne l'avons encore jamais fait. Mais, en même temps, camarades, notre industrie textile et

celle des métaux ne donnent aux paysans qu'insuffisamment ce dont ils ont besoin, et il faut que nous leur disions de nouveau que ce que nous demandons d'eux, ce n'est pas une compensation pour la terre que la République des Soviets leur a donnée, mais que ce sont les arrhes pour la toile de coton, pour les clous, pour le pétrole, pour le thé et le sucre que leur donneront demain nos manufactures.

Et cette idée de la solidarité commune a pénétré si profondément dans nos villages que le paysan, éclairé par les ouvriers avancés, nous comprendra. Le paysan s'approchant de l'élément conservateur et usurier, le paysan se rebiffera, sera forcé, par l'emploi de la force militaire, de tenir un peu compte des besoins immuables de l'économie des soviets, de même que lorsqu'il s'agissait de l'obligation militaire. Naturellement les braiments des critiques capitalistes, que nous oublions le principe capitaliste de la liberté du travail, ne nous arrêteront aucunement. Nous ne reconnaissons pas ce principe.

Sous la domination capitaliste, la liberté du travail signifie pour les uns le droit d'exploiter le travail des autres, et pour les autres le droit d'être exploités. Nous avons changé cela et notre constitution soviétiste dit sans détours que le travail obligatoire pour tous est la pierre angulaire dans l'édifice de l'économie socialiste. Notre code du travail a pour base le principe du travail obligatoire, mais jusqu'à présent ce n'était qu'un principe. Dans la pratique nous n'avons appliqué le travail obligatoire pour tous que de temps en temps, et cela sans un plan économique général et sans un appareil approprié. Mais maintenant nous n'exigeons, plus pour l'armée autant que nous avons exigé jusqu'à présent, quoique notre tâche militaire ne soit pas encore terminée, mais j'espère que les besoins de l'armée diminueront de jour en jour.

Maintenant que toutes nos pensées doivent être concentrées sur la satisfaction des besoins économiques, alors qu'il faut que nous fournissions des plans économiques précis comme base de tous les travaux, — la réalisation du travail

obligatoire devient notre tâche la plus urgente. La commission pour le travail obligatoire, créée par le conseil des commissaires du peuple, envisage cette question de la même façon. Elle a proposé à nos institutions administratives pour l'économie, aux conseils pour l'économie politique, au commissariat des routes, au commissariat du ravitaillement, de fournir leurs plans économiques annuels exprimant en chiffres les forces ouvrières nécessaires. De combien d'ouvriers a besoin le conseil central de l'Economie politique et ses divers organes? de quelle catégorie, de combien d'ouvriers non-qualifiés, pour quelle région du pays et — s'il s'agit de travaux de saison — pour quel moment de l'année? Ces institutions administratives sont les consommateurs de la force ouvrière. C'est pourquoi toutes les données de ces institutions administratives économiques doivent être précises et concordantes et, d'une manière générale et définitive appropriées à une région déterminée du pays. Il faut qu'il existe un organe pouvant exécuter ce travail aussi bien au centre que sur la place, mais avant tout ces organes doivent se mettre d'accord sur la nature des travaux.

Les unions des syndicats prendront part à ce travail soit directement soit par l'intermédiaire du bureau d'enregistrement et de répartition de la force ouvrière du commissariat du travail. Tant qu'il ne s'agit que d'ouvriers qualifiés, la principale tâche, je l'ai déjà dit, incombe aux unions des syndicats. Ce n'est que lorsque les méthodes des unions syndicales sont insuffisantes que l'on doit recourir à un appareil complémentaire, en l'espèce, à la méthode de coercition, car le principe du travail obligatoire suppose que l'Etat a le droit de dire à l'ouvrier qualifié qui reste au village : Il faut que tu t'en ailles d'ici et que tu partes en usine à Sormovo ou à Kolomna, car là-bas on a besoin de toi.

Le travail obligatoire cela signifie que l'ouvrier qualifié, sortant des rangs de l'armée avec en main son livret de travail doit, au nom du plan économique du pays, aller là où sa présence est nécessaire. Le travail obligatoire suppose que l'Etat — l'Etat des travailleurs — a le droit d'ordonner à

l'ouvrier d'abandonner les travaux domestiques pour aller aux entreprises centrales de l'Etat, qui ne peuvent travailler sans ouvriers des catégories correspondantes. Ensuite l'économie centralisée socialiste et l'Etat qui la représente ont plein droit de faire passer les ouvriers d'une entreprise dans une autre, conformément au plan économique des matières premières et d'autres conditions économiques. Tout cela en se fondant sur le plan général économique centralisé.

Les difficultés seront grandes, naturellement. Le plan proposé n'est qu'un projet, car lorsque l'on dresse un plan, l'on doit compter avec toute une série de grandeurs inconnues. Le plan admet 25 o/o de l'ancienne production pour les industries principales et 38 o/o pour les lamineries et autres métiers. Il n'est pas certain que nous exécuterons ce plan. Nous emparerons-nous du naphte de Bakou et de Grosny? Il y a beaucoup de facteurs inconnus qui donnent au plan économique du conseil central pour l'économie politique un caractère incertain, indécis, vague. Ce caractère se manifeste par le peu de précision dans la demande de force ouvrière faite par le conseil économique central.

La pratique vérifiera et précisera ces chiffres. Un bon plan économique, un plan parfait, le camarade Rykow n'est pas en mesure de nous le donner aujourd'hui ; je crains même qu'il ne puisse le faire l'année prochaine ; nous ne l'aurons peut-être que dans quelques années. Mais ce qui est réconfortant c'est que nous avons la possibilité d'améliorer notre plan, de ne pas perdre de vue un bon plan économique.

Comment mobiliserons-nous les forces ouvrières du village? Il va de soi que le plan de mobilisation doit être adapté au plan économique, à l'économie paysanne, c'est-à-dire qu'il faut que le paysan subisse le moins possible de dommages. Pendant son déplacement le paysan ne doit perdre qu'un minimum de temps. Il faut qu'il soit mobilisé autant que possible près du lieu où il travaille. Il faut qu'il soit mobilisé au moment où son ménage pourra facilement se passer de lui. Par conséquent nous avons là un travail énorme, une tâche énorme : harmoniser les besoins quant à la force

ouvrière, quant aux ouvriers, quant à l'âge, le sexe, la saison, etc.

Nous avons encore une autre tâche qui aboutit à la division de notre industrie en rayons. Il faut que nous ayons une carte de mobilisation sur laquelle seront indiqués tous les centres principaux de notre vie industrielle, qui sont les consommateurs de la force ouvrière. Tout cela ce sont des problèmes pratiques dont nous pouvons parler d'une manière générale, mais il nous faudra créer un organisme pour les résoudre.

La commission du travail obligatoire a conclu à la création d'un tel organisme. Ce sera un comité central du travail obligatoire ; il dépendra directement de l'organisme de la défense. Le conseil du ravitaillement a été notre grand instigateur, en ce qui concerne les problèmes militaires et la mobilisation d'autres ressortissants pour le renforcement de la défense. Il faut que, d'ici quelques jours, le conseil de la défense se transforme en un conseil de la défense et du travail obligatoire, mais il ne faut pas qu'il prenne la place des organismes économiques. La direction de l'industrie doit rester entre les mains du conseil central de l'économie politique et de ses organes locaux. La direction de l'agriculture doit rester entièrement entre les mains du commissariat de l'agriculture... etc.

Le conseil de la défense et du travail devra trouver, pour le travail économique, les mêmes sources de force et d'énergie qu'il a trouvées lorsqu'il s'agissait de la défense des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément pour cette raison que le comité central du travail obligatoire doit être — d'après le projet de notre commission — formé de représentants du commissariat du travail, c'est-à-dire de son bureau d'enregistrement et de répartition des ouvriers, si étroitement lié avec les unions syndicales, avec le commissariat de l'intérieur, avec le commissariat de la guerre par l'intermédiaire du bureau du G. Q. G. pour la mobilisation.

La nécessité de faire participer à cette tâche l'administration militaire est trop évidente pour exiger des preuves.

Jusqu'à présent le recensement de la population a été pratiqué en vue de la mobilisation, mais avant tout de la mobilisation ordinaire avec l'application de contrainte par les autorités militaires. Maintenant aussi cet appareil militaire doit être utilisé. Mais il est difficile de dire dès à présent de quelle manière seront combinés l'organe du commissariat du travail, le bureau pour l'administration des affaires intérieures et le bureau militaire chargé de la mobilisation, quant au personnel et à l'organisation. Mais c'est une question tout à fait secondaire qui sera résolue par la pratique.

Des organes du même type doivent être créés dans les gouvernements, dans les arrondissements et dans les villes par les représentants du bureau du travail, du bureau administratif et du commissariat de la guerre. Ces représentants formeront des comités locaux pour le travail obligatoire et ce sont ces comités qui exécuteront la mobilisation ouvrière dans les deux sens et sur l'ordre de l'autorité centrale. A ce propos, le grand problème pratique qu'il faudra résoudre c'est de mettre d'accord les besoins de la province en force ouvrière avec les demandes de l'autorité centrale et, pour cela, d'après le plan général, on tiendra compte avant tout des commandes de l'autorité centrale.

Tel est, dans ses contours généraux, l'appareil pour la réalisation du travail obligatoire qui, sous la direction générale de l'organisme de la défense, fournira la force ouvrière nécessaire pour la réalisation des projets économiques de nos organes de production et qui, en même temps, habituera les paysans à se conformer à l'obligation de donner à l'Etat soviétiste une certaine partie de leurs forces, de leur travail, sous forme d'emprunt ou d'arrhes pour les produits de la ville ; en retour, l'Etat leur donnera, plus tard, une plus grande instruction.

Si notre décision ne doit pas rester un principe seulement, mais si elle doit être réalisée, nous ne pourrions pas appliquer le travail obligatoire sans un appareil réglé, sans le recensement des forces. Camarades, c'est ici uniquement que l'administration militaire avec ses procédés et avec ses

méthodes prend contact avec l'appareil économique. Cette question de l'adjonction de l'administration militaire et l'application de ses méthodes dans le domaine de l'économie a été très discutée et commentée ces temps derniers. Pouvait-il en être autrement ? Nous sommes arrivés maintenant à un tournant.

Dans l'armée aussi bien que dans tous les autres domaines de notre vie, les idées collectivistes des éléments avancés de la classe ouvrière et celles de toutes nos institutions ne sont point les enfants du hasard. Si grands que soient les défauts — et chez nous il y a des défauts partout — les institutions sont quand même des institutions qui doivent se consolider et qui ne peuvent pas être créées ou supprimées d'un trait de plume.

Nous sommes devant un tournant, dans ce sens que les institutions doivent être maintenant complétées avec des forces nouvelles, avec un nombre infiniment plus grand d'ouvriers et nous devons faire une mobilisation des forces créatrices aussi grande, sinon plus grande encore que celle que nous avons faite pour l'armée.

Et c'est ici que la quantité devient qualité. La mobilisation de milliers de prolétaires donnera une vie nouvelle à l'armée. La retour de l'armée de nos meilleurs ouvriers et de nos meilleurs organisateurs intensifiera notre vie économique. Et je crois qu'en plus de leur ancienne expérience et de leurs anciennes connaissances professionnelles, ils nous reviendront avec une expérience nouvelle que ne possède pas chacun de nos ouvriers.

Ainsi devant ce problème : mobiliser des milliers et des millions de paysans, mais les mobiliser dans les villes — je vous demande qui a une grande expérience, qui saura donner la meilleure réponse à ces éléments villageois, qui saura en faire un ensemble, les lier par la discipline, les commander ? Qui aura pour cela des capacités plus grandes que les ouvriers qui étaient des commissaires de régiment, de brigade, de division et qui commandaient à des milliers et des milliers de paysans et les menaient au combat ? Ces ouvriers

en métaux, ces ouvriers tisserands que vous avez envoyés au front ont maintenant un grand avantage, car là-bas, au feu des combats ils sont venus, comme jamais auparavant, en contact avec les masses paysannes, avec les masses armées et organisées. Ils ont vu ces masses dans des circonstances différentes. Ils les ont vues pendant la retraite ; ils les ont vues lorsque, en raison de la désorganisation de nos transports, à cause de l'insuffisance de notre service de ravitaillement, elles souffraient de la faim pendant deux ou trois jours ; ils les ont vues désertir, attaquer et lutter avec vaillance. Dans ces masses ils ont allumé le feu du socialisme, le feu de la lutte pour les idéals de la classe ouvrière. Et lorsque ces masses se rebiffaient et portaient atteinte à la discipline, ils leur ont montré qu'ils ont de la poigne. Ces ouvriers qui ont passé une ou deux années à la guerre n'ont rien oublié de ce qu'ils ont appris là-bas. Ils n'ont rien oublié et ils vous le rendront avec les intérêts — ils ont appris là-bas bien des choses ; ils ont appris à être, dans les circonstances les plus difficiles, à la tête de milliers et de milliers de paysans, à les organiser et à les mener au combat.

Si vous les rendez à la vie économique, vous saurez alors mobiliser les masses de paysans. Et s'ils ont lutté contre les gardes blanches, ils lutteront contre la désorganisation, contre la famine ; ils nous procureront du combustible, de la tourbe, de l'ardoise, ils conduiront les travaux de construction, ils s'occuperont du blé, etc. Un travail infini les attend. Et dans ces travaux ils déploieront toutes leurs capacités de créateurs et d'organiseurs, toute leur expérience éprouvée au feu. Pour cette raison l'entrée dans la vie économique des ouvriers avancés qui ont passé par l'école de la guerre, est pour nous une question d'une importance extrême.

Cette question a soulevé de nombreux malentendus. Lorsqu'elle fut posée, certains camarades ont cru qu'il s'agissait de placer des militaires à la tête de nos usines et de nos manufactures. Dans les journaux on écrivait à tort, que l'on

se prépare à militariser l'industrie afin de placer à sa tête des spécialistes militaires. C'est absurde. Jamais une idée semblable ne pourrait venir à un homme sérieux. Si nous disons qu'il faut apporter un esprit militaire dans la vie économique, nous ne voulons pas y apporter uniquement les capacités qu'ont les ouvriers avancés, ayant passé par l'école de la guerre, pour commander et diriger les paysans arriérés ; nous voulons y apporter encore autre chose.

Gamarades, au front les ouvriers ont acquis un sentiment de responsabilité puissant, ils ont appris là-bas à être très exacts dans l'exécution. Ce sont des choses que l'on ne peut apprendre nulle part mieux qu'à l'armée, car là la vie de milliers d'hommes dépend du commissaire du régiment, de son exactitude et de sa fermeté (et nous avons pas mal d'ouvriers qui ont commandé une brigade, une division). Les ouvriers ont appris là-bas à apprécier l'ordre, la responsabilité, l'exactitude dans l'exécution d'un ordre ; ils ont appris là-bas à apprécier la valeur du temps.

L'exactitude dans l'exécution, c'est le premier principe dans l'armée ; ce principe est applicable à l'économie. D'ailleurs nous ne pouvons pas prendre vis-à-vis du militarisme la même attitude que celle que nous prenions vis-à-vis de la machine à faire la guerre de l'Etat bourgeois. Le militarisme a deux faces. Le militarisme bourgeois lui-même a deux faces. Tout d'abord il est le couronnement de la domination de classe et de la violence dont les exploités se servent contre les travailleurs. Là où, dans la vie économique, il y a le propriétaire foncier et le paysan, le capitaliste et le prolétaire, il y a, dans l'organisation militaire, d'un côté l'officier, le colonel et le général, et de l'autre, le soldat assujéti. L'assujettissement économique acquiert ici un caractère très prononcé, doublement barbare, car l'armée est une institution de défense. Tous les traits caractéristiques de la société, positifs et négatifs, se reflètent dans l'organisation militaire. C'est même seulement dans l'armée que ces traits s'accusent d'une manière parfaite et évidente.

L'armée utilise la technique et s'efforce de la perfection-

ner autant que possible. Ainsi, par exemple, tout pauvres que nous sommes, notre industrie désorganisée a donné sous la direction du camarade Rykoff le maximum de ce qu'on exigeait d'elle, car pendant la guerre toutes les questions deviennent aiguës. Nous pouvons nous passer de thé, de sucre et de bottines, mais nous sommes obligés de produire des projectiles. Sans doute il fut un temps où cette production était minime, car cette branche n'était pas encore mise en marche, mais nous en avons une bonne provision et aujourd'hui Lloyd George et Clemenceau peuvent être tranquilles — cette provision augmente.

La guerre est un dur métier où chaque faute se paye par la perte de milliers d'hommes, parfois même par l'effondrement de l'Etat. L'observation la plus rigoureuse de l'exactitude y est indispensable. Certains camarades disent que tout y est organisé en vue de la destruction et que nous sommes incapables de production. C'est une erreur grossière. Considérons le capitalisme et nous verrons qu'il apprécie beaucoup les administrateurs ayant passé par l'école de la guerre. Qui a institué, en Allemagne, la meilleure école ? Ceux qui avaient une éducation militaire, les sous-officiers et officiers qui sont en même temps les représentants de l'administration des chemins de fer allemands. Tous les Etats apprécient beaucoup cette instruction militaire que, dans des proportions variables, le militarisme donne aux ouvriers. On ne peut pas dire qu'elle désorganise la production. L'ouvrier de Sormovo, qui était commissaire aux armées et qui retournera à l'usine pour la diriger, pour y travailler, ne souhaitera naturellement, que l'usine tombe en ruines, mais il tâchera d'y faire naître des éléments d'exactitude, de précision, du sentiment de la responsabilité qui sont propres à l'armée. Et c'est travailler pour le communisme que de donner à notre économie la puissance des armées.

Il faut que nous adaptions l'organisation militaire à l'économie. Les arrondissements industriels doivent être transformés en circonscriptions militaires. Petit à petit, au

fur et à mesure que le front se raccourcit, nous passerons à la milice.

Qu'est-ce que la milice ? C'est lorsque la population d'une région donnée appartiendra à l'armée comme elle appartient à l'industrie. Les cadres seront ainsi tout prêts, ainsi que l'état-major. Qui les formera ? Il faut que nos contre-maîtres rouges, nos nouveaux ingénieurs, nos membres administratifs des usines et des ateliers soient transformés par nous en chefs d'industrie ; il faut qu'ils deviennent nos colonels, nos généraux, nos commandants et capitaines. Il faut que nous transférions nos cours pour les officiers dans les centres industriels les plus importants, afin que chaque élève puisse en même temps suivre les cours et prendre part à la direction de l'industrie de cette région.

Les paysans seront sous la direction culturelle des centres industriels. De cette manière un arrondissement, avec des usines au centre, sera en même temps un arrondissement industriel, une circonscription de milice. Au fur et à mesure que notre armée s'adaptera à la vie économique, notre vie économique s'assimilera les éléments vivifiants du militarisme, l'exactitude dans l'exécution d'un ordre et la même attitude vis-à-vis d'un ordre économique que vis-à-vis d'un ordre militaire. Nous en avons grand besoin, car la ruine nous menace dans la vie économique aussi bien qu'au front, si nous n'adoptons pas cette mesure.

Il y a à peu près trois semaines, le conseil révolutionnaire de la troisième armée, a proposé au conseil de défense de se servir de la troisième armée qui, pour quelque temps au moins, a terminé son action militaire et de la transformer en une armée de travail, sans crainte de la désorganiser. Après une consultation entre des organes militaires et économiques, cette proposition fut agréée par le conseil de la défense.

Quelle est, camarades, l'idée directrice de cette transformation de nos armées militaires en armées du travail ? Nous avons dans certaines régions des armées qui ont terminé leur tâche militaire et dont nous pourrions nous ser-

vir pour une action militaire dans d'autres régions. Mais à cause de la désorganisation de nos transports il nous est impossible de les amener rapidement dans ces régions. Pouvons-nous les démobiliser, les licencier ? Non. Si nous avons appris quelque chose pendant ces deux années de guerre civile, c'est à être circonspects. Nous n'avons pas le droit d'admettre que notre tâche est terminée.

Sans doute, nous avons pris Koltchak, qui est maintenant dans la prison d'Irkoutsk, que beaucoup d'entre nous connaissent autrement que par ouï-dire. Mais à l'est d'Irkoutsk il y a les Tchéco-Slovaques dont l'attitude est équivoque. Il y a aussi les Japonais. Nous avons battu Dénikine et il s'est enfui, dit-on, sur un bateau, mais l'escadre franco-anglaise de la mer Noire lui vient au secours, pour tenir nos villes sous le feu tant que les restes des bandes de Denikine ne s'embarquent pas pour émigrer de la Russie. En même temps les journaux et les radios de la bourgeoisie européenne annoncent qu'une armée anglaise forte de 200.000 hommes se dirige vers le Caucase. Il est difficile de le croire, mais il n'est pas impossible que le capitalisme anglais le tente.

Il n'y a pas longtemps que les représentants du gouvernement géorgien, des menchéviks, et du gouvernement arménien d'Azerbéidjan se tenaient chapeau bas devant Lloyd George et Clemenceau et imploraient une aide militaire. On leur a répondu : nous vous aiderons comme nous avons aidé Denikine. Réponse classique et pleine d'ironie dans son inconscience. Mais les canons et les mitrailleuses qu'ils reçoivent ne sont pas ironiques, mais métalliques, et nous ne savons pas quelle tournure prendront les choses dans la Caucase du Nord, où Denikine n'est pas encore tout à fait vaincu.

Nous sommes fermement convaincus qu'avant le printemps nous vaincrons cette résistance, mais, d'ici là, nous n'avons pas le droit de désarmer, nous n'avons pas le droit de renvoyer les soldats dans leurs foyers. Et il faut, camarades, que chacun de vous, en considération de nos grandes

victoires, soutienne cette cause, et que chacun de vous, chez lui, en province l'explique nettement. Tant que nous n'aurons pas de garantie pleine et entière pour l'intégrité du territoire de la Russie des Soviets ; tant que la politique internationale sera indécise et tant qu'elle nous réservera de nouvelles surprises — nous n'aurons pas le droit de démobiliser. Mais tout en laissant les soldats sous les armes, nous pouvons, dans une mesure plus ou moins grande et suivant les circonstances, utiliser l'armée pour des travaux économiques ; nous pouvons en retirer les ouvriers et les envoyer par centaines et par milliers exécuter des travaux économiques urgents, pour les renvoyer aussitôt qu'il sera nécessaire, directement au front. Tel est le cas de la 3^e armée. Elle a terminé sa tâche militaire. Elle ne compte actuellement pas moins de 150.000 hommes. (Je puis maintenant dire le chiffre). Parmi eux il y a 7.000 communistes et 9.000 sympathisants. Par conséquent il y a sur 10 soldats rouges un communiste ou sympathisant. Une telle armée est dans une grande mesure une armée consciente, et il n'est pas étonnant qu'elle ait proposé, de sa propre initiative, d'être employée à des travaux économiques, dans la région où elle se trouve, lorsque aucune tâche militaire ne la réclame.

Quelles sont les conditions d'emploi de l'armée au travail ? Tout d'abord il faut laisser intact l'appareil militaire, il faut que l'armée reste constituée et sous les armes. Il ne faut pas qu'elle soit divisée en plusieurs parties ; elle ne doit pas être émietlée. Il va de soi que l'armée ne peut pas administrer les chantiers ou les entreprises textiles. Elle ne peut pas assurer les transports par chemin de fer ou la réparation des locomotives, mais elle peut servir à exécuter des travaux nécessitant l'emploi de nombreux ouvriers, comme par exemple : à couper et à transporter le bois, à extraire la tourbe, à répartir le blé conformément au règlement et à le transporter sur les routes désignées, à nettoyer la neige des routes, etc., — mais toujours en tenant compte du stationnement de l'armée et de ses parties constituantes.

L'armée sera dirigée par les organisations qui adminis-

tront les usines et les ateliers où elle travaille, dans la mesure où elle fait partie des effectifs de l'entreprise. Autrement dit, l'armée ne pénétrera dans le domaine de l'industrie que dans la mesure où elle sera appelée par le conseil économique du gouvernement, ou par le représentant régional du conseil économique suprême ou par le conseil économique suprême lui-même. L'armée pourra exécuter aussi des travaux agricoles, mais seulement à la demande du commissariat de l'agriculture et sous la direction de son représentant. Il est impossible ainsi qu'une atteinte soit portée aux plans économiques de l'autorité centrale ou à celui des organisations régionales. L'armée aide, donne sa force, mais elle est dirigée par les organisations compétentes, conformément au système soviétique.

Une autre condition pour l'emploi de l'armée rouge, c'est de traiter sur pied d'égalité les ouvriers de la localité et les soldats rouges quant au ravitaillement en vivres.

Si l'ouvrier peut accepter que le soldat rouge combattant soit mieux ravitaillé que lui, parce qu'il souffre d'effroyables privations, que pendant plusieurs jours, parfois, il ne mange pas ; parce que le typhus ravage l'armée rouge encore plus que les travailleurs affamés, — il n'est point justifiable que le soldat rouge-ouvrier soit mieux ravitaillé que l'ouvrier qui vit à côté de lui et travaille dans les mêmes conditions. C'est pourquoi la 3^e armée a été chargée d'assurer, sous la direction d'un représentant du commissariat du ravitaillement, à tous les prolétaires de la région où elle est stationnée — une ration alimentaire égale à celle du soldat rouge.

Il va de soi que les unions des syndicats et les organisations politiques des soviets doivent s'efforcer d'établir le contact le plus intime avec l'armée, afin d'éviter à l'avenir tout dissentiment entre l'organisation militaire et l'organisation ouvrière. Les nouvelles qui nous arrivent de la région de l'Oural (où se trouve la 3^e armée) nous prouvent que les camarades de là-bas ont compris leur devoir. Bien entendu il n'y a et il ne peut y avoir aucune préférence pour les

soldats, ni aucun dissentiment entre les soldats et les ouvriers, car ce sont les ouvriers qui sont à la tête de l'armée. Un des chefs de cette armée (de la 3^e) est le camarade Lokatskoff, un prolétaire de la région de l'Oural, très populaire dans ce pays.

Naturellement quelques changements s'imposent dans l'organisation de l'armée, car elle doit être adaptée aux besoins du travail. Je vais vous lire une partie d'un rapport qui précise comment les choses se sont passées au début : Les camarades Daïévski et Lotatskoff nous écrivent :

« Ouralsk, le 19 janvier. En réponse à votre télégramme nous vous informons :

« La participation de l'armée au travail agricole dans la région aura pour résultat non seulement de diminuer la surface de terrain inculte, mais aussi le relèvement des propriétés ruinées, qui pourront de nouveau produire. L'existence d'un bon nombre de machines qui ont besoin de réparations nous oblige à consacrer toutes nos forces à la remise en état de ces machines qui nous aideront à mettre en culture une grande surface de terrain. En outre, il faut user de tous les moyens pour augmenter le rendement du chemin de fer Petrovsk-Ouralsk où il y a dans les stations de la région Altaï-Jerchovo des millions de pouds de blé sans abri que les greniers n'ont pu recevoir. A la réunion qui a eu lieu aujourd'hui entre les représentants ouvriers responsables de l'armée de la région fortifiée, les représentants de l'organisation régionale, du soviet et du parti, du comité révolutionnaire, du comité du parti, du bureau pour l'agriculture, du conseil économique, des cheminots, etc. On a établi le plan du travail et chargé les directeurs économiques, principalement les directeurs du bureau de l'agriculture et du conseil économique, de préparer les données, en chiffres, qui montreront nettement nos besoins en ouvriers et en machines indispensables au relèvement de la production, dans les principales branches de l'agriculture et de l'industrie. »

Comme chef d'état-major de l'armée, on a nommé un ou-

vrier qui possède une expérience universelle, notamment une grande expérience économique. L'ancien chef d'état-major, un officier d'état-major, qui possède également une grande expérience, a été nommé son aide de camp.

Dès que l'armée sera de nouveau sous les armes, il y aura bien entendu un nouveau changement, et l'ouvrier ira rejoindre son poste, tandis que l'ancien chef d'état-major reprendra sa place. Ainsi l'état-major qui auparavant donnait des ordres comme celui-ci : « Prendre tel ou tel village et avancer de tant et tant de kilomètres » — donnera maintenant des ordres relatifs au travail : « Dans telle et telle région, abattre tant et tant de stères de bois. »

Figurez-vous, camarades, la supériorité énorme d'une telle organisation qui conserve ses formations télégraphiques et téléphoniques. Chaque régiment possède son installation téléphonique et pose sa ligne, se met en liaison avec l'état-major de la brigade avec l'état-major de la division, avec l'état-major de l'armée, et de cette manière nous obtenons un grand nombre de formations ouvrières, dispersées sur une grande étendue et habituées à exécuter avec précision les ordres et à rendre compte de leur travail le jour même.

La section d'éclaireurs est remplacée par une section d'enregistrement et de statistique. Elle s'occupera des effectifs et les adaptera au genre de travail. Le détachement de liaison, dont je viens de parler, est transformé d'une manière analogue. Il aura un travail énorme à exécuter : assurer la liaison des parties qui sont au travail avec l'état-major de telle manière que l'état-major puisse connaître dans deux heures les résultats du travail. Ensuite on a organisé auprès du conseil des formations ouvrières une section scientifique de techniciens pour l'élaboration des plans économiques généraux. Les chefs des états-majors et en général les chefs des organes administratifs de l'armée sont transformés, suivant l'échelle militaire, en aides de camp des chefs, des chefs qui sont des ouvriers éprouvés,

choisis parmi les communistes, possédant des connaissances économiques suffisantes.

Le rapport se termine par les paroles suivantes : « Tout cela permet d'espérer que cette armée sera effectivement transformée en une armée du travail. Nous avons déjà le premier rapport qui nous renseigne sur la quantité de bois abattu, sur la quantité de bois transporté sur route ; sur le nombre de charpentiers descendus dans les mines, sur le nombre d'ouvriers occupés à la réparation des wagons de chemins de fer, etc.

Naturellement ceci n'est qu'un début. Bien des choses seront reconnues inexacts ou superflues et rejetées comme telles. Mais le fond lui-même ne peut pas être inexact et superflu, car c'est le même que celui sur lequel se fonde tout notre système soviétiste. Nous avons ici quelques milliers d'ouvriers de la région de l'Oural qui sont à la tête de l'armée ; nous avons aussi quelques dizaines de milliers de paysans qui sont dirigés par ces ouvriers. C'est là le reflet de notre Russie Soviétiste tout entière, c'est le reflet de toute notre vie économique, qui dans son ensemble est constituée par des millions de paysans ; mais l'appareil dirigeant est composé de la partie la plus consciente de nos paysans et d'une majorité énorme d'ouvriers des villes.

Pourquoi donc cet organisme ne serait-il pas viable, si notre Russie des soviets tout entière est viable ? C'est pourquoi nous avons entrepris, après le premier essai, toute une série d'essais ultérieurs. Déjà on est en train d'adapter aux travaux des transports la II^e armée (quoique pour diverses raisons elle ne se nomme plus la II^e armée, mais l'armée de réserve). Par un décret du conseil de défense, cette armée qui constituait nos renforts et nos réserves pour le front est maintenant transformée en une armée possédant une excellente administration, et qui assure le service sur les lignes de chemin de fer Moscou-Kazan et Ekaterinenbourg-Kazan.

Camarades, le cas de la III^e armée, troisième d'après la formation et quatrième d'après son numéro, est identique.

Cette armée qui opérait le long du fleuve Oural a rempli sa tâche militaire et le conseil de défense lui a ordonné d'aider le comité des constructions et le commissariat des routes dans la construction de la ligne de chemin de fer Alexandrogaï-Emba qui servira pour le transport du naphte ; mais ce n'est pas tout. La région de l'Oural — où la guerre civile était particulièrement violente — est une région saccagée, en ruines, sans ouvriers pour les travaux agricoles. D'accord avec le commissaire du peuple pour l'agriculture, le camarade Séréda, nous avons envoyé là-bas un questionnaire quant à la possibilité d'utiliser la IV^e armée pour la réparation des outils et des machines agricoles ou pour le labour aux champs.

Le conseil de défense après un accord préalable avec le comité révolutionnaire de l'Ukraine a autorisé la formation d'une armée du travail en Ukraine. Il y a un projet pour la formation d'une armée du travail dans la partie nord du Caucase ; cette formation sera surtout nécessaire lorsque nous nous approcherons des sources de naphte de Grosny. Dans le nord, camarades, nous avons conclu un armistice qui se terminera — nous l'espérons — par la conclusion de la paix avec l'Esthonie. Là-bas nous avons la VII^e armée. C'est une région riche en tourbe et en ardoise. En principe nous avons décidé d'utiliser la VII^e armée pour les travaux d'extraction de la tourbe et de l'ardoise, puisque nous ne pouvons pas la démobiliser, tant que la Finlande fait encore sonner son sabre.

Voilà un moyen d'utiliser la force physique humaine vivante, organisée déjà mobilisée et cela dans nos régions limitrophes si riches en matières premières. Et si nous entrons en possession de ces matières premières, si nous arrivons à les transporter aux centres principaux des chemins de fer, si nous réussissons à déblayer la neige de nos voies ferrées, si nous parvenons à mettre énergiquement en mouvement nos trains et si nous arrivons à transporter dans nos centres économiques les plus importants le bois et le pain — alors le sang commencera à couler à travers les

artères de l'économie soviétiste vers le cœur et celui-ci se mettra à battre plus régulièrement, plus énergiquement et plus fortement. L'organisme économique va se ranimer.

Nous n'aurons pas d'excuse, camarades, si nous ne prêtons pas l'attention nécessaire, si nous ne donnons pas l'appui nécessaire à ce premier essai, si important au point de vue du principe et de l'économie, à cet essai d'employer notre armée pour des buts économiques. Si nous voulons appliquer le travail obligatoire, si nous voulons utiliser des centaines de milliers et de millions de paysans pour des buts économiques, nous ne parviendrons pas à les mobiliser par l'intermédiaire des syndicats. Nous ne pourrions les mobiliser qu'en nous servant uniquement ou principalement des méthodes militaires. Nous les organiserons en formations du travail et nous joindrons à ces organisations une organisation militaire. Tant que nous aurons affaire à des masses non éduquées par les syndicats, nous serons obligés de créer des organisations principalement militaires — et ces organisations nous les avons déjà : c'est notre armée. Par conséquent il faut que nous l'utilisions, que nous la rendions capable de réaliser les tâches économiques.

Les bavards libéraux disent que l'emploi des armées du travail peut ressusciter les méthodes d'Aractsiéeff. Nous n'avons pas à tenir compte de ce bavardage. Les couches les plus avancées de la classe ouvrière se sont emparées de l'administration du pays ; elles ont le droit d'imposer aux masses ouvrières arriérées la loi coercitive du travail obligatoire, car demain ou après-demain, lorsque les fruits porteront, les paysans arriérés se rendront compte — ce dont les paysans avancés se le rendent déjà — que la loi du travail obligatoire était une loi nécessaire.

C'est dans ce sens, camarades, que nous parlons de la militarisation de l'économie, et ce n'est que dans ce sens que l'on peut en parler. Il est absurde de parler d'une pression du dehors, d'une initiative des spécialistes militaires. Ce n'est qu'une fantaisie ridicule.

Qui réveillera dans les masses la conscience de cette

nécessité ? Seuls les ouvriers avancés, c'est-à-dire en première ligne le prolétariat industriel. Si vous considérez notre armée qui lutte et meurt sur le front, vous verrez alors qui l'a créée, qui l'a disciplinée et rendue obéissante à la parole puissante de l'ordre. Ce ne sont pas les spécialistes militaires qui ont organisé cela, quoique il y ait parmi eux d'excellents ouvriers. Non, ce sont les ouvriers avancés de Moscou, de Pétrograd et de toute la Russie qui ont donné à l'armée des ouvriers et des paysans ce caractère vraiment militaire et qui le lui donnent encore à présent. — Comment avons-nous créé l'armée rouge ? Au début elle n'était formée que de bandes de partisans et d'ouvriers accourus de toutes parts. Mais nous avons militarisé les ouvriers, nous les avons rassemblés et nous leur avons dit : « Un danger de mort nous menace. C'est à vous, ouvriers conscients, de porter la conscience dans les masses ». Et ce sont ces ouvriers qui se sont militarisés eux-mêmes, qui ont donné une organisation militaire aux paysans et qui les ont menés au combat. La même tâche incombe aux ouvriers avancés en ce qui concerne le travail obligatoire pour tous. Il faut, avant tout, que nous disions aux ouvriers avancés que sur le front économique un danger effroyable nous menace, un danger plus grand que celui qui nous menaçait alors que Denikine était au nord d'Orel, et que Youdénitch descendait de Poulkovo vers Pétrograd. Ce danger est beaucoup plus grand, car il embrasse tout. Mais nous, camarades, nous nous distinguons des ouvriers français et belges par ce que nous sommes responsables nous-mêmes de notre sort, tandis qu'ils sont encore les esclaves du capital. Et nous pouvons et il est de notre devoir de trouver l'énergie cachée au sein de la classe ouvrière de faire apparaître cette énergie, de la mettre en action et de nous militariser aussi bien que les masses inconscientes. Il faut maintenant exiger, aussi bien dans les petites choses que dans les grandes, la précision, l'exactitude dans l'exécution, et la plus rigoureuse responsabilité.

Les questions économiques doivent primer tout. Chaque

ouvrier, chaque paysan doit le comprendre. Il faut que nous réservions pour l'explication des problèmes économiques les trois quarts, les neuf dixièmes des colonnes de nos journaux. Chaque citoyen du pays doit savoir que nous avons des usines à Sormovo et à Kalomna, que nous avons tant et tant d'entreprises textiles, ce que ces entreprises produisent, qu'au mois d'avril elles produiront plus qu'aux mois de mars et de février. Il faut que nous veillions à ce qu'il y ait des usines très populaires, car le poulx du travail y battra plus puissamment. Il faut qu'il y ait des usines qui se sentiront abaissées dans l'estime de toute la République des Soviets lorsque leur production sera inférieure à la production des autres usines. Le jour où une nouvelle locomotive sortira des chantiers sera un jour de fête, et chaque ouvrière et paysanne doit savoir que cette locomotive leur appartient. Il faut que nous surveillions la réparation des locomotives avec autant d'attention que le poulx d'un frère malade, ou d'une sœur, ou d'une femme aimée.

Et lorsque les ouvriers du pays tout entier consacreront toute leur pensée, toute leur volonté, toute leur passion révolutionnaire aux questions économiques, comme nous l'avons fait avec l'armée, alors je ne douterai plus que nous conduirons la Russie par une nouvelle route, à la honte et à la confusion des ennemis et à la joie des amis...

LÉON TROTSKY.

Le Bolchevisme en Egypte

Les bons bourgeois français qui prennent au sérieux le *Temps*, le *Gaulois*, l'*Echo de Paris*, s'étonnent souvent de voir les hommes d'Etat britanniques tellement redouter les perturbations que le *bolchevisme* pourrait apporter dans l'ordre établi par les conquérants européens en Asie. Gonflés de vanité et d'ignorance, ces absurdes Intellectuels sont persuadés que si l'Angleterre rencontre aujourd'hui tant d'oppositions dans les pays qu'elle a soumis par les armes, c'est que son aristocratie ne peut se résoudre à accepter notre politique démocratique. A l'ombre du drapeau français et sous l'œil bienveillant de nos Sénégalais civilisateurs, les populations arriérées trouvent, à ce qu'assure l'*Incurable Imbécile*, tant de liberté, de justice et de prospérité qu'elles haïssent les féroces disciples de Lénine comme Millerand les déteste. Le *bolchevisme* n'aurait donc pas de plus redoutable adversaire que la culture française, chère à Maurice Barrès.

L'histoire contemporaine de l'Egypte peut être invoquée à l'appui de cette thèse. J'ai sous les yeux une brochure (1) dans laquelle un Egyptien nous décrit la révolution qui s'est accomplie depuis 1805 dans la vallée du Nil. Ismaïl, qui fut le type le plus complet du musulman *parisianisé*, disait : « Mon pays n'est plus en Afrique ; nous faisons partie de l'Europe ». Son idéal était de transporter au Caire des merveilles imitées de celles que Napoléon III réalisait chez nous. Grâce à lui, on fit disparaître les pittoresques quartiers où se trouvaient quantité de belles maisons arabes, pour construire des quartiers ridicules, conçus suivant les idées baroques du préfet Haussmann; on créa un *instar* du parc Monceau avec café, mare pour les cygnes et ruisseaux

(1) L. Auriant, *l'Egypte, la proie de ses métèques*. Paul Delasalle diteur à Paris.

tortueux. La barbarie des *nouveaux riches* produisit les extravagances les plus comiques.

L'Égypte se modèle sur les mœurs d'une bande d'aventuriers venus de tous les rivages méditerranéens. La société arabe est en train de disparaître; les artisans qui ont conservé les belles traditions décoratives, ne trouvent plus qu'une clientèle parsemée. Quelques voix éloqu岸tes et passionnées se sont fait entendre durant les années qui ont précédé la guerre; mais presque tous les apôtres de cette renaissance ont écrit leurs ouvrages en français; malgré leur mérite, leurs paroles ne pénètrent pas dans les milieux populaires, qu'il faudrait atteindre.

Je crois que le discours prononcé par Gambetta le 18 juillet 1882, permet de se rendre compte des résultats de la culture française. Au moment de la révolte d'Arabie, quelques députés crurent que l'on assistait à l'aurore d'un 89 égyptien; Gambetta les rudoya de belle façon; il apprit à des collègues qu'on ne pouvait pas traiter de la même façon des colons européens et des « peuples qui toujours, depuis des siècles, ont vécu sous le bâton ». Cette scène est vieille de quarante ans; mais le récit qu'en donne Paul Deschanel, dans un livre tout récent, démontre que notre président de la République juge l'Égypte comme la jugeait Gambetta. Il nous dit que celui-ci « ne cherchait pas à dissimuler son dédain pour l'infatuation naïve de l'ignorance et de la frivolité qui viennent prendre à la gorge l'expérience et la sagesse ». (*Gambetta*, p. 283.) Je crois comprendre que ce galimatias signifie que les Égyptiens ont beau vouloir s'europeaniser, ils demeurent toujours des êtres inférieurs; ils avaient cru avoir acquis le droit d'être traités en citoyens; qu'ils s'estiment heureux si on veut bien les traiter en bons domestiques.

Les Égyptiens qui ont obtenu des diplômes dans les écoles fondées à l'instar de Paris, voudraient bien pouvoir tirer un bon parti de l'instruction qu'ils ont si péniblement acquise, en vue des fins les plus platement utilitaires. Ceci explique, en bonne partie, le nationalisme de nombreux

jeunes gens; le 26 mai 1859, Proudhon demandait s'il était bien nécessaire de faire la guerre à l'Autriche pour que « deux ou trois centaines d'Italiens deviennent fonctionnaires en Lombardie à la place de pareil nombre d'Allemands qu'on aura évincés »; et Gambetta, parlant de l'expédition de Tunisie, disait à Mme Adam que la démocratie avait besoin de faire des conquêtes coloniales pour caser ses clients, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Les Français consentent assez facilement à accorder des faveurs administratives à la prétendue élite qui sort des collèges de jésuites. Les Anglais se montrent moins accueillants; l'auteur dont je lis la brochure nous apprend que ceux-ci se distinguent fort en Égypte des aventuriers qui dominent, depuis longtemps, la vie économique du pays; il doit exister en conséquence une grande hostilité entre eux. Si l'Égypte était sous le protectorat de la France, les renégats de la civilisation arabe seraient les meilleurs défenseurs de l'ordre établi, au lieu d'en être les adversaires parfois bruyants.

De nombreuses expériences ont montré que les disciplines auxquelles on donne le nom de culture française, sont merveilleusement propres à engendrer des sentiments de *larbins*; les khédives n'avaient donc pas été mal inspirés en cherchant à les imposer à leurs sujets; dans toute l'Asie, les collèges ecclésiastiques sont protégés avec raison par notre gouvernement parce qu'ils travaillent à maintenir dans l'esprit des indigènes une tendance à la servilité, très favorable à l'influence des aventuriers européens. On sait, par contre, que les établissements universitaires créés par les Anglais dans l'Inde ont beaucoup contribué à faire naître des désirs puissants d'indépendance; il est impossible que la littérature anglaise ne donne pas aux jeunes Égyptiens l'idée qu'ils ont droit au *self-government*, au même titre que tous les hommes civilisés; en tout cas, elle est très favorable au respect de la tradition, que voudraient faire revivre tous les propagandistes de la liberté du pays.

Les premiers apôtres de la renaissance égyptienne avaient peu confiance dans leur œuvre, ainsi Kassem Amin, grand patriote, conseiller à la Cour d'Appel du Caire, écrivait en 1894 : « L'Égypte s'euro péanise d'une façon étonnante ; l'Égypte est trop avancée dans cette voie pour reculer ». L'auteur de la brochure à laquelle je me réfère ici, espère cependant que son pays, dont la situation économique s'est considérablement améliorée au cours de la dernière guerre pourrait bien reprendre, avec plus de chances de succès qu'autrefois, les travaux de sa régénération. Il ne faut pas oublier que sur une population de 14 millions d'Égyptiens, il y a tout au plus 200.000 *métèques*, formant une classe qui a longtemps eu une grande supériorité sur les indigènes grâce à la force de l'argent et qui a donné le ton à tout le monde. Il s'agirait d'enlever l'hégémonie à une oligarchie qui par sa frivolité, ses vices et son inutilité ne peut trouver aucun défenseur de bonne foi. Malheureusement l'histoire a montré qu'une telle réforme sociale est, le plus souvent, très difficile à réaliser, parce qu'elle devrait commencer par vaincre des forces d'inerties capables de décourager les plus braves.

En réfléchissant à cette situation, je ne puis m'empêcher de penser à quelques lettres de Proudhon qui semblent avoir été rédigées pour l'heure présente. Un auteur russe proposant en 1863 que la Russie abandonnât la Pologne, à condition que la neutralité de ce pays fût garantie par les grandes puissances, Proudhon écrivait le 17 avril : « Je ne crois pas que la Russie puisse se délivrer par là de la Pologne, bien que je sois le premier à adhérer au plan de M. Fircks. Il faut que le monde sache que contre une aristocratie il n'y a d'autre remède que l'extermination. Le patriciat romain a dû être tué par la plèbe ; nous en avons fait autant en France de notre noblesse ; il faut qu'il en soit de même des Polonais, des Magyars et de l'aristocratie britannique ». Ces paroles n'étaient point l'expression passa-

gère d'une mauvaise humeur suscitée par la polémique ; car le 22 juin 1860, il avait déjà dit : « Je vous avoue que je ne serais pas fâché de voir exterminer cette aristocratie britannique » ; et le 22 août : « Il est possible que le prolétariat français, remonté au pouvoir, veuille et doive en finir avec l'aristocratie britannique ». On peut ajouter que toute la politique de pacification, si souvent vantée comme le chef-d'œuvre de la sagesse de Rome, était fondée sur la suppression des aristocraties.

L'oligarchie des *métèques* d'Égypte qu'il s'agirait de supprimer, ne diffère guère de la noblesse tzariste ; l'une et l'autre ont sacrifié l'avenir de leurs pays à la passion du *parisianisme* ; il est donc tout naturel que beaucoup de jeunes Égyptiens suivent avec un intérêt passionné les événements de la Russie. La République des *soviets* leur montre comment une révolution de paysans et d'ouvriers, guidée par quelques socialistes d'esprit puissant, peut se débarrasser de tout l'équipement social créé par une civilisation calquée sur celle des grandes nations occidentales. Un tel renversement des valeurs ne s'était pas vu en 1793 ; les résultats de 1848 n'avaient pas été encourageants ; Clemenceau pouvait se croire fondé à défier les socialistes d'affronter les forces républicaines de France. Quelque chose de tout à fait nouveau s'est produit en Russie, depuis que Lénine a pris la direction des affaires. Les Égyptiens commencent à penser qu'il existe dans leurs rangs des éléments capables de créer sur les bords du Nil un gouvernement, plus ou moins analogue au gouvernement de Moscou ; une fois que cette idée et le sentiment de leur force se seront suffisamment répandus, il y a bien des chances pour que les Égyptiens marchent dans une voie *bolcheviste*.

Il est évident que cet avenir ne pourra se réaliser à moins qu'il n'existe en Égypte de puissantes organisations de producteurs. Le fellah, habitué à supporter si patiemment les brutalités de l'autorité, commence, d'après notre auteur, à prendre « conscience de sa dignité, de sa valeur sociale, de ses droits et à émettre des opinions sur les actes du gouver-

nement » ; les ouvriers ont « appris à employer utilement la violence pour forcer, par la menace des grèves, leurs patrons à ne plus les traiter en ilotes ». On peut donc espérer que, d'ici peu d'années, puissent se constituer des conseils d'ouvriers et de paysans capables de prendre en main la direction des intérêts égyptiens. Cette marche au *soviétisme* ne sera pas troublée trop gravement par les magistrats anglais, parce que ceux-ci ont été habitués, dans leur pays, à respecter l'existence des trade-unions.

On peut penser que l'éducation donnée au peuple anglais n'est pas sans avoir contribué à permettre aux groupements ouvriers de trouver dans leur sein des chefs remarquables par leur intelligence et par leur moralité ; les travailleurs égyptiens ont, nous assure notre auteur, une soif de l'instruction aussi ardente que la soif que leur terre a de l'eau du Nil ; il est permis d'espérer que la domination britannique aura pour conséquence de fournir aux prolétaires d'Égypte une préparation intellectuelle et morale appropriée aux besoins de la dictature du prolétariat.

Je crois que les hommes d'Etat anglais qui parlent avec effroi d'une immense conspiration *bolcheviste*, se trompent ; le *bolchevisme* agit sur les peuples opprimés par les Européens par l'exemple qu'il donne de la plus grande révolution qui se soit produite dans le monde depuis deux mille ans ; il se trouve que les pays gouvernés par les Anglais sont particulièrement bien préparés à recevoir de tels enseignements. Tout au contraire, la France transporte dans les régions soumises à son action, une merveilleuse organisation de la bêtise, de la sophistique bourgeoise et de la servitude, qui donne une complète garantie aux maîtres.

Georges SOREL.

La Crise Mondiale

Discours de Lénine

*à la première séance du Deuxième Congrès
de la Troisième Internationale*

Camarades ! Les thèses relatives aux principes fondamentaux de l'Internationale Communiste ont été publiées dans toutes les langues. Elles ne contiennent rien de nouveau pour les camarades russes, puisqu'on y a compris un certain nombre de faits résultant de notre expérience révolutionnaire, en vue de les utiliser pour les pays de l'Ouest de l'Europe. C'est pourquoi je veux m'attarder un peu plus longtemps à la première partie de mon sujet, à la situation internationale, bien que je ne puisse que l'esquisser brièvement.

Les relations économiques de l'impérialisme forment la base de la situation internationale, telle qu'elle apparaît au moment actuel. Pendant tout le cours du xx^e siècle, cette suprême et ultime étape du capitalisme est devenue parfaitement claire. Vous savez naturellement tous que ces traits caractéristiques et essentiels de l'Impérialisme consistent en ceci, que le capital a atteint une capacité énorme. A la place de la libre concurrence, c'est un gigantesque monopole qui est entré en jeu.

Un petit nombre de capitalistes pouvaient souvent concentrer en leurs mains d'importantes branches industrielles, ces branches passaient ensuite aux mains de fédérations, cartels, syndicats, trusts, ayant souvent un caractère international. C'est ainsi que de grosses industries passaient au pouvoir d'un monopole, non seulement celles de certains pays, mais les industries et les finances du monde entier par rapport au droit de la propriété privée et aussi en tant que

production. Sur ce terrain pouvait se développer la domination d'un petit nombre de gros banquiers, de rois de la finance, et ces magnats de la finance transformèrent les plus libres républiques en monarchies financières.

Ce règne d'une petite poignée de capitalistes arriva à l'apogée de son développement lorsque toute la terre, et non seulement les sources des matières brutes et moyens de production, mais aussi les colonies furent distribuées entre les gros capitalistes. Il y a 40 ans, la population coloniale était d'un quart de milliard, assujettie à 6 puissances. En 1914, elle atteignit environ 600 millions. Et lorsque l'on y ajoute des pays comme la Perse, la Turquie et la Chine, qui se trouvaient déjà avant la guerre en état de demi-colonie, on obtient, en chiffres ronds, un milliard, une population qui gémit sous l'oppression des pays les plus libres, les plus riches et les plus civilisés ! Vous savez que, en plus de la dépendance politique et juridique, les colonies souffrent encore de toute une série d'oppressions financières et économiques ; de toute une série de guerres, qui ne furent pas considérées comme telles, parce qu'elles n'étaient le plus souvent que l'assassinat des indigènes désarmés, sans défense, par des troupes européennes et américaines armées des instruments de mort les plus perfectionnés.

D'une telle répartition du monde, de ce règne du monopole capitaliste, de cette toute-puissance de quelques grandes banques — deux, trois, quatre, cinq, pas davantage dans chaque Etat — la première guerre impérialiste mondiale devait inévitablement éclater. Dans cette guerre, il s'agissait d'un nouveau partage de la Terre. La guerre fut menée pour décider lequel d'entre les petits groupes des grandes puissances — l'Angleterre ou l'Allemagne — aurait la possibilité et le droit d'exploiter et de piller toute la terre. Vous savez que la guerre a résolu ce problème en faveur de l'Angleterre et le résultat de cette guerre, c'est l'accentuation de tous les contrastes capitalistes. La guerre a mis une population d'un quart de milliard dans une situation analogue à celle des indigènes coloniaux. Ainsi la Russie, qui

compte 130 millions d'âmes, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Bulgarie qui représentent ensemble une population de 120 millions d'individus. Un quart de milliard d'êtres humains dans des pays qui, en partie, comme l'Allemagne, comptent parmi les plus avancés, les plus cultivés au point de vue technique et se trouvant au niveau du progrès moderne. Grâce au traité de Versailles, des peuples avancés sont obligés d'accepter des conditions de vie qui les mettent au rang des coloniaux dépendants ; exposés à la famine, l'indigence, la destruction et privés de tout droit. Le Traité les a liés pour plusieurs générations. Ils se trouvent, à la suite de leur signature, dans une situation où aucun peuple civilisé n'a vécu jusqu'à ce jour. Le tableau suivant s'offre à nos yeux : Après la guerre une population qui ne compte pas moins d'un quart de milliard se trouve soudain réduite à l'état de coloniaux, obligée de se laisser ignominieusement exploiter par le capitalisme, qui se targue toujours de son amour de la paix. Il y a 50 ans, lorsque la terre n'était encore pas partagée, qu'aucun monopole ne régnait, quand le capitalisme pouvait se développer paisiblement, sans grands conflits militaires, il était encore possible de parler d'amour de la paix.

Maintenant nous avons affaire à une plus grande oppression ; nous sommes retournés au joug militaire et colonial, beaucoup plus lourd qu'autrefois.

Le Traité de Versailles a plongé l'Allemagne et plusieurs autres pays dans une situation sans issue, leur vie économique est rendue impossible ; ils sont humiliés et hors la loi !

Qui donc en tire bénéfice ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire que nous sachions le nombre de la population des Etats-Unis, seul pays qui a gagné dans la guerre. L'Amérique est un pays qui, ayant d'abord contracté partout des dettes se trouve maintenant le créancier de tous, et sa population ne dépasse pas 100 millions ! La population japonaise, pays qui a beaucoup gagné, lui aussi, se tenant à l'écart du conflit américano-européen, et qui s'empara des ressources immenses de la terre asiatique, le Japon ne compte qu'une

population de 50 millions. Ajoutez à cela les pays neutres aux populations moins nombreuses enrichis pendant la guerre, et vous aurez le chiffre rond d'un quart de milliard.

Voici le tableau du monde, à grands traits, comme il apparaît au lendemain de la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes à l'état de colonies opprimées, dans des pays que l'on se partage du vivant de leurs enfants, comme la Perse, la Turquie et la Chine, des pays vaincus et plongés dans un triste état colonial. Pas plus d'un quart de milliard d'hommes dans des pays sortis de la guerre sains et saufs. Mais tous sont tombés dans la dépendance économique des Etats-Unis ; eux tous furent pendant la guerre dépendants, militairement. C'est que la guerre avait empoigné le monde entier, et ne permettait à aucun pays de rester réellement neutre. Et nous n'avons, en fin de compte, qu'un quart de milliard de population dans des pays dont naturellement seuls les capitalistes placés au sommet ont profité du partage du monde. La population du monde entier est de 1 milliard $\frac{3}{4}$ d'humains. Je rappelle à dessein ces chiffres, car tous les contrastes fondamentaux du capitalisme et de l'impérialisme qui menant à la révolution, tous les contrastes fondamentaux du mouvement ouvrier, ayant conduit à la lutte exaspérée contre la II^e Internationale et dont le président nous a parlé tout à l'heure, tout cela est étroitement lié avec le partage de la population du globe terrestre.

Bien entendu, par ces chiffres, le tableau du monde n'apparaît qu'en traits sommaires. Camarades, il est entendu que par un tel partage de la population mondiale l'exploitation par la finance capitaliste s'est considérablement intensifiée. Non seulement que les pays vaincus soient dépendants et se voient réduits au rôle de colonies, mais à l'intérieur de chacun de ces pays les contradictions se sont développées, tous les tenants du capitalisme ont rendu la situation plus aiguë. Je veux le prouver brièvement par des exemples :

Voyons, en effet, les dettes d'Etat ! Nous savons que les dettes des grands pays d'Europe ont sextuplé de 1914 à 1920. Je veux apporter encore une source économique d'import-

ance. C'est Keynes, un diplomate anglais, l'auteur du livre : « Les conséquences économiques du traité de Paix ».

Chargé par son gouvernement de participer aux pourparlers de paix de Versailles, il pouvait observer de près et du point de vue bourgeois ; il a étudié cette question pas à pas ; il a pris part aux discussions comme économiste, et il arrive à des conclusions qui portent plus profondément et convainquent davantage que n'importe quelles conclusions au point de vue communiste ou révolutionnaire, puisqu'elles émanent d'un bourgeois, un irréconciliable ennemi du bolchevisme, dont il se fait une idée pitoyable, en petit bourgeois anglais. Keynes vint à la conclusion que, par le Traité de Versailles, l'Europe et le monde allaient à la ruine. Keynes s'est retiré, il a jeté son livre à la tête de son gouvernement en disant : « Ce que vous faites, c'est une folie ! » Je veux vous citer quelques chiffres qui répondent à la question : Quels sont les dettes entre les grandes puissances ? Je convertis la livre anglaise en 10 roubles, et nous arrivons au tableau que voici : Les Etats-Unis ont un actif de 19 milliards et point de passif ; avant la guerre ils étaient débiteurs de l'Europe. Le camarade Lévy l'a justement remarqué dans sa conférence du 24 avril 1920, il a dit que deux puissances subsistaient encore dans le monde, pouvant faire figure d'Etats indépendants : l'Angleterre et l'Amérique. Financièrement, c'est l'Amérique seule qui est indépendante. Toutes les autres puissances ont des dettes, l'Angleterre compris. Elle a un actif de 17 milliards et un passif de 8 milliards, elle est donc à moitié dans la situation d'un débiteur. Il faut dire que dans son actif, elle comprend les 6 milliards de la dette russe. Récemment, lorsque Krassine, comme représentant de la Russie Soviétique, eut l'occasion de causer des dettes avec Lloyd George, il fit comprendre au savant, au politique, chef du gouvernement anglais, qu'il était dans l'erreur en comptant sur l'argent russe ; le diplomate Keynes avait déjà auparavant révélé cette erreur.

Il ne s'agit pas là de ce que le gouvernement révolutionnaire russe ne veut pas payer ses dettes ; il n'y a pas de

gouvernement qui puisse payer. C'est que dans ces dettes ont été additionnés, de la manière la plus bassement usurière, tout ce qui avait déjà été payé 20 fois ! Le même bourgeois Keynes, qui n'a aucune sympathie à l'égard de la révolution russe, disait : « Ces dettes ne devraient naturellement pas être comptées. »

Quant à la France, Keynes donne ces chiffres : son actif est évalué à 3 milliards $1/2$, son passif 10 milliards $1/2$! C'est là la situation de ce pays dont l'« épargne » fut si considérable que les Français disaient toujours eux-mêmes que leur pays était le banquier du monde entier. La piraterie coloniale et financière rapportait à la France un capital si colossal, qu'elle pouvait largement prêter à la Russie des milliards et des milliards !

Ces emprunts furent d'un gros avantage pour la France, et malgré tout, malgré la victoire, la France est dans la situation d'un pauvre débiteur !

Selon une source bourgeoise américaine, recueillie dans son livre : « Qui doit payer les frais de la guerre », par le communiste Braun, on donne la dette des pays comme suit : Dans les pays victorieux, l'Angleterre et la France, les dettes dépassent 50 o/o de l'avoir national, en Italie 60 à 70 o/o, en Russie environ 90 o/o. Mais comme vous le savez, ces dettes nous tourmentent peu. Nous avons suivi le conseil de Keynes avant la parution même de son livre, nous avons annulé nos dettes. (Appl.).

Mais il semble que Keynes n'est pas exempt du défaut particulier aux Philistins. Il conseille d'annuler les dettes et dit que la France naturellement y gagnerait, que l'Angleterre n'y perdrait pas beaucoup, puisqu'il n'y a rien à tirer de la Russie. L'Amérique perdra beaucoup, mais Keynes table sur la générosité américaine. Ici, nos points de vue ne sont pas les mêmes que ceux de Keynes et autres pacifistes bourgeois. Nous pensons que, pour annuler les dettes il est bon d'espérer autre chose, de travailler dans une autre voie, que d'escompter la magnanimité de Messieurs les Capitalistes.

On peut voir par les chiffres ci-dessus indiqués que la guerre impérialiste a créé pour les pays victorieux mêmes une situation impossible.

De là on peut aussi conclure combien peu l'élévation des prix est la conséquence de l'augmentation des salaires. Le « Conseil économique suprême », qui a pour mission de sauvegarder le monde de la révolution croissante, a rédigé une résolution le 8 mars 1920, qui se termine par un appel au travail, à l'ordre, naturellement, sous condition que les travailleurs restent toujours les esclaves du capital. Ce « Conseil suprême », l'organe de l'Entente des capitalistes du monde entier, arrive à ceci :

Les prix des choses ont augmenté en Amérique de 120 o/o, le salaire n'a haussé que de 100 o/o ; en Angleterre la vie a augmenté de 170 o/o, les salaires sont montés de 130 o/o ; en France, l'augmentation atteint 300 o/o, les salaires 60 o/o.

Il est clair que dans une pareille situation l'indignation des travailleurs est à son comble ; que le développement des idées révolutionnaires, que l'accroissement des grèves soient inévitables, puisque la situation des ouvriers est intolérable. Les travailleurs sont convaincus par l'observation de la vie pratique que la guerre a enrichi les capitalistes et que les dettes chargent les épaules des ouvriers. On nous communiqua récemment, télégraphiquement, que l'Amérique allait encore expulser en Russie 500 communistes, pour se débarrasser de ces « agitateurs nuisibles ». Quand l'Amérique aurait expulsé, non pas 500, mais 500.000 agitateurs russes, américains, japonais ou français, cela ne changerait rien à la chose. Car le conflit est ailleurs, la disproportion entre le coût de la vie et les salaires, dont ils ne peuvent rien changer reste stable. Car la propriété privée y est sauvegardée, considérée qu'elle est comme « sacrée ». Il ne faut pas oublier, que la propriété privée n'est éliminée jusqu'à présent qu'en Russie. Et les capitalistes ne peuvent rien changer dans cette disproportion entre le coût de la vie et le salaire, mais les ouvriers ne peuvent pas vivre dans de

pareilles conditions. Ce mal ne peut être combattu par les vieux moyens ; ni par des grèves partielles ni par la bataille parlementaire ou le vote, on ne peut atteindre par ces moyens surannés aucun but. La propriété privée est « sacrée », et les capitalistes ont amassé de telles dettes que le monde entier est l'esclave d'une poignée d'individus, et l'existence des ouvriers devient chaque jour plus insupportable. Il n'y a à cela qu'une seule issue, éliminer la « propriété privée » des exploiters.

Le camarade Lalinsky a démontré dans sa brochure « L'Angleterre et la révolution mondiale » que le prix du charbon d'exportation en Angleterre atteignit le double de celui assigné par les consortiums des industriels officiels.

Au Lancashire, les prix subirent une telle ascension, que les actions montèrent rapidement de 400 o/o.

Les banques accusent un revenu minimum de 40 à 50 o/o, à quoi il faut ajouter les sommes comprises comme la part du lion et baptisées de toutes sortes de noms. Là aussi, on a la preuve indiscutable, palpable qu'une poignée d'individus s'est attribué de gros bénéfices au détriment des travailleurs. D'un côté, le luxe excède toutes les bornes, d'autre part, la misère de l'ouvrier augmente. Il y a encore une particularité singulièrement intéressante, et que le camarade Lévy a remarquablement indiqué dans son discours déjà cité à savoir la différence actuelle de la valeur monétaire. L'argent, à cause des dettes et de la monnaie fiduciaire, est complètement dévalorisé. La même source bourgeoise déjà citée, le Conseil suprême du 8 mars 1920 disait : En Angleterre, l'argent est tombé d'un tiers relativement au dollar ; en France et en Italie, de deux tiers, en Allemagne jusqu'à 96 o/o.

Ce fait prouve que le mécanisme de l'économie mondiale capitaliste s'écroule. Ces relations commerciales, base capitaliste de l'achat des matières brutes et du cours des marchandises, ne peuvent plus se maintenir ; elles ne peuvent plus rester sur la base d'une subordination d'une série de

pays à un seul pays, simplement parce que la valeur de l'argent a changé !

Un seul pays riche ne peut pas exister et n'a aucune possibilité de faire des affaires, dès lors qu'il ne peut pas vendre sa marchandise ni ne peut recevoir des matières premières.

Ainsi l'Amérique, ce pays énormément riche, à qui tous les autres pays sont subordonnés, ne peut ni acheter ni vendre. Et le même Keynes qui a pénétré le fond des pourparlers de Versailles, est obligé de reconnaître cette impossibilité, malgré sa ferme décision de défendre le capitalisme et en dépit de sa haine du bolchevisme. D'autre part, je suis d'avis qu'aucun appel révolutionnaire ou communiste ne saurait être comparé à la puissance de ces pages du livre de Keynes où il est question de Wilson et du wilsonisme. Wilson fut l'idole des petits bourgeois et des pacifistes, tels que Keynes et des héros de la deuxième Internationale et même de l'Internationale « 2° 1/2 », à qui les « 14 points » furent sacrés. Ils écrivirent même des ouvrages savants sur les « racines » de la politique de Wilson, dans l'espoir que Wilson sauverait le « monde social », réconciliant exploiters et exploités et réaliserait les réformes sociales. Keynes démontre que Wilson resta finalement battu et que toutes ses illusions, dès le premier contact avec la politique commerciale, affairiste du capital, représentée par MM. Clemenceau et Lloyd George se sont volatilisées.

Les masses ouvrières apprennent maintenant dans les expériences de leur vie ; mais, pour les pédants, le livre de Keynes peut fournir la preuve que « les racines » de la politique wilsonienne n'étaient que phrases petit-bourgeoises, basées sur la complète méconnaissance de la lutte des classes.

De tout cela on peut tirer deux importantes conséquences. D'un côté, la misère et la détresse des masses s'accroissent énormément, visant un milliard 1/4 d'humains, c'est-à-dire 70 o/o de toute la population de la terre. Ce sont les pays coloniaux, dont la population vit dans l'arbitraire, pays dominés par les bandits de la finance. L'esclavage des

pays vaincus s'est accru par le Traité de Versailles, et les traités secrets concernant la Russie n'ont pas plus de valeur que ces bouts de papier où est écrit que nous devons tant de milliards. Nous avons affaire dans l'histoire du monde à une population de 1 milliard un quart d'humains condamnés à la famine, à la misère, à l'esclavage légalisé, favorisé par les autorités. D'autre part, il y a aussi dans ces pays des ouvriers dans une situation insupportable. La guerre a accentué d'une façon inouïe les contradictions du capitalisme ; c'est là la cause d'un beau réveil révolutionnaire chez tous les peuples. Pendant la guerre la discipline militaire était partout dure ; les hommes devaient se jeter devant les canons, ou ils étaient aussitôt menacés du conseil de guerre. Pendant la guerre, il était impossible d'envisager de plus près les réalités de la vie économique. Des écrivains, des poètes, des prêtres, toute la presse, tous proclamaient la supériorité de la guerre. A présent que la guerre est finie, on se ressaisit. L'impérialisme allemand est démasqué avec sa paix de Brest-Litovsk qui marqua la défaite de l'impérialisme démasqué aussi avec la paix de Versailles. L'exemple de Keynes montre aussi, entre autres, que des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'hommes de la petite bourgeoisie comme du monde des intellectuels, en Europe et en Amérique prendront inévitablement le chemin de Keynes, lequel s'est retiré de son poste et a jeté à la tête de son gouvernement son livre cité plus haut. Keynes a indiqué ce que des milliers d'hommes ont sur la conscience, lorsqu'ils affirment que toutes les phrases sur la « guerre libératrice », etc. ne furent que mensonges, que, en fin de compte, seuls quelques individus se sont enrichis de la guerre, alors que la majorité est plongée dans la plus profonde misère. Le bourgeois Keynes dit que les Anglais, pour sauver leur vie et leur commerce se doivent d'insister pour la reprise des affaires germano-russes. Et comment réaliser ce projet ? C'est alors que Keynes propose l'annulation des dettes. Cette idée n'appartient pas exclusivement au savant économiste Keynes, elle fut conçue par des millions d'individus. L'éco-

nomiste bourgeois prétend qu'il n'y a point d'autre issue que l'annulation des dettes, et pour cela — « Maudits soient les bolcheviks ! » (qui ont annulé les dettes), « nous nous adresserons aux cœurs magnanimes des Américains ! » Je suis d'avis que, au nom du Congrès de l'Internationale Communiste, l'on envoie une adresse de reconnaissance à des économistes qui font ainsi de l'agitation pour le bolchevisme.

Quand, d'un côté la situation économique des masses est insupportable, quand, d'autre part, dans la petite minorité des pays victorieux tout-puissants une fissure vient de se manifester, et qui s'étend, comme le déclare Keynes, on peut être assuré que le développement de la révolution mondiale s'opérera.

Nous avons maintenant une image du monde un peu plus complète sous les yeux. Nous savons ce que signifie la dépendance d'un milliard un quart d'êtres humains, dans des conditions d'existence impossibles, et ce par la volonté d'une poignée d'enrichis. Lorsque fut offert aux peuples le Traité de la Ligue des Nations, et que, par conséquent, la Ligue eut déclaré la fin de la guerre et la défense à quiconque de porter atteinte à la paix, lorsque ce Traité, espoir du monde entier, entra en vigueur, il apparut alors à nos yeux comme une grande victoire. Avant que le Traité fut connu, on disait : On ne saurait mettre un pays tel que l'Allemagne dans une situation particulière, vous verrez lorsque le Traité sera publié, tout tournera au mieux. Mais lorsque ce Traité fut publié, les plus acharnés ennemis du bolchevisme durent le combattre. Quand il fut connu, on eut la preuve que le petit groupe de puissances riches était appelé à établir de nouvelles conditions sociales par ce quatuor de Clemenceau, Lloyd George, Orlando et Wilson. Lorsqu'on voulut mettre en mouvement la machine du Traité, elle fit défaut. Cela, nous le vîmes aussi dans les guerres contre la Russie. Ce pays faible, dévasté, écroulé, la rétrograde Russie est restée victorieux en face de toutes les nations, contre la Ligue des puissances et des Etats qui do-

minent le monde entier. Nous n'étions pas capables de nous opposer à une puissance de cette valeur, et portant la victoire fut de notre côté. Pourquoi ? Parce qu'aucune unité de vue ne règne chez eux, parce qu'une puissance agit contre l'autre. La France voulait que la Russie payât ses dettes, et rester en face de l'Allemagne comme une puissance menaçante ; l'Angleterre voulait partager la Russie, essayant de s'approprier le pétrole de Bakou et de signer des traités avec les pays limitrophes. Dans des documents officiels anglais on énumère avec une extraordinaire lucidité les Etats (ils furent au nombre de 14) qui, en décembre 1919 donnèrent la solennelle promesse de conquérir Moscou et Pétrograd. L'Angleterre basait sa politique sur ces Etats, c'est à eux que l'Angleterre confia des millions et des millions. Maintenant toute cette politique a fait naufrage. Telle est la situation créée par la Ligue des Nations. Chaque jour d'existence de ce Traité est une propagande pour le bolchevisme ; c'est que les plus puissants partisans de l'ordre capitaliste montrent que dans toutes les questions ils se donnent mutuellement des crocs-en-jambe. Lors du partage des pays comme la Turquie, la Perse, la Mésopotamie et la Chine, une querelle véhémement éclata entre le Japon, l'Angleterre, l'Amérique et la France. La presse bourgeoise de ces pays est pleine d'attaques violentes contre ses confrères, parce que chacun de ces pays voulait tout le butin pour lui ! Nous constatons dans cette poignée de pays riches un complet écroulement. Il est impossible à un milliard un quart d'humains de vivre contraints par le capitalisme « civilisé », et 70 o/o de la population de notre globe sont en jeu ! Cette poignée des plus riches puissances, Angleterre, Amérique et Japon, ayant eu la possibilité de faire le sac des pays asiatiques, mais aucun Etat n'ayant le pouvoir d'instaurer une puissance financière et militaire indépendante sans le concours d'autres pays, ces deux à trois pays ne sont pas capables de régler leurs relations économiques, et ainsi la politique des divers membres de la Ligue des Nations est faite de frottements continus. De là vient la crise mondiale, et ces origines écono-

miques de la crise sont la raison principale qui permet au Communisme International d'enregistrer de si brillantes victoires.

Camarades ! nous arrivons à la crise révolutionnaire comme base de nos actes révolutionnaires, et nous devons constater deux fautes évidentes très courantes ; d'une part les économistes bourgeois considèrent cette crise comme un simple « malaise », selon l'expression anglaise. D'autre part, les révolutionnaires sont souvent enclins à démontrer que cette crise est sans issue.

Ceci est une erreur, il n'y a pas de situation sans aucune issue. La bourgeoisie se comporte comme un bandit qui a perdu la tête. Elle commet sottises sur sottises, rend la situation plus aiguë et précipite sa propre perte. Tout cela est vrai, mais il n'y a pas de « preuve » que la bourgeoisie ne puisse, soit calmer un certain nombre d'exploités par des concessions, soit étouffer en germe, par la force, tout soulèvement partiel des opprimés. Vouloir démontrer qu'il n'y a point, pour elle, de possibilité de sortir de l'impasse, c'est de la pédanterie, c'est vouloir jouer avec des mots et des idées. La pratique, seule, peut nous en fournir la « preuve ».

La société bourgeoise traverse actuellement, dans le monde entier, une crise révolutionnaire. C'est aux partis révolutionnaires de « prouver » maintenant, par la pratique, qu'ils possèdent suffisamment la conscience de classe, qu'ils sont organisés et décidés et restent en contact intime avec les exploités, de façon à utiliser cette crise pour une révolution féconde et victorieuse.

C'est surtout pour préparer ces « preuves » par les faits que nous nous sommes réunis dans ce Congrès communiste international.

Pour vous prouver combien il existe encore d'esprit opportuniste même dans ces Partis qui veulent adhérer à la troisième Internationale, et combien le travail de différents partis révolutionnaires est encore loin de la préparation nécessaire pour permettre d'utiliser la crise révolutionnaire, je citerai l'exemple du leader de l'Indépendant Labour Party,

R. Mac Donald ; dans son ouvrage « Parlement et Révolution », consacré aux problèmes qui nous préoccupent, il dépeint la situation presque dans le sens des pacifistes bourgeois. Il reconnaît le fait de la crise révolutionnaire ; que l'état d'esprit révolutionnaire s'accroît constamment, et que la puissance soviétique, la dictature du prolétariat, est préférable à la présente dictature de la bourgeoisie anglaise.

Mais Mac Donald reste néanmoins foncièrement un pacifiste bourgeois, un homme de compromis, un petit bourgeois, rêvant d'un gouvernement qui ne soit pas un gouvernement de classe. Mac Donald ne voit dans la lutte de classes qu'un « fait mal précisé », comme tous les menteurs, sophistes et pédants de la bourgeoisie. Mac Donald passe sous silence les diverses tentatives faites pour constituer des Gouvernements « démocratiques », se prétendant en dehors et au-dessus des classes : les expériences de Kerevsky, des Menschevicks et socialistes-révolutionnaires et celles analogues de Hongrie, d'Allemagne, etc...

Mac Donald rassure son Parti et ceux des ouvriers qui ont le malheur de voir un socialiste en ce bourgeois et un chef en ce philistin, par ces paroles : « Nous savons qu'elles (c'est-à-dire la crise révolutionnaire, la fermentation révolutionnaire) passeront, que tout rentrera dans l'ordre ». La guerre devait provoquer une crise, mais la guerre finie, tout, sinon tout à la fois, « rentrera dans l'ordre ! »

Et cela est écrit par le chef d'un Parti, par un homme qui veut adhérer à la Troisième Internationale. Nous avons affaire ici à un aveu rare et d'autant plus précieux que ce même cas se présente souvent dans les couches supérieures des socialistes français et chez les Indépendants allemands, c'est non seulement la compréhension qui manque, mais aussi la volonté d'utiliser la crise révolutionnaire dans un sens révolutionnaire ; en d'autres termes, il y manque l'intelligence et la volonté d'accomplir, dans le Parti et dans toute la classe ouvrière, un véritable travail révolutionnaire préparant la dictature prolétarienne !

C'est là au fond le défaut de beaucoup de partis mainte-

nant sortis de la deuxième Internationale. C'est pourquoi j'ai particulièrement attiré l'attention sur les thèses, proposées à ce Congrès, concernant la dictature du Prolétariat, et je me suis efforcé de les formuler le plus exactement et le plus concrètement possible.

Encore un exemple : Un nouveau livre parut récemment contre le Bolchevisme. Il paraît en ce moment énormément de livres de ce genre en Europe et en Amérique, et plus il paraît de pareils ouvrages, plus les sympathies croissent chez les masses avec force et rapidité pour le Bolchevisme. Je veux parler du livre d'Otto Bauer « Bolchevisme ou Social-Démocratie ». Là on analyse exactement pour les Allemands le Menchevisme, dont le rôle honteux pendant la révolution russe est assez connu des ouvriers de tous les pays. Otto Bauer a écrit là un terrible pamphlet mencheviste, bien qu'il n'avouait pas ouvertement sa sympathie pour ce Parti. Mais il est nécessaire de faire maintenant mieux connaître en Europe ce qu'est le Menchevisme, puisqu'il est devenu un nom générique de toutes les tendances, prétendues socialistes, social-démocratiques, etc., qui se dressent hostiles en face du Bolchevisme. Pour nous autres, il serait fastidieux d'écrire, pour l'Europe, ce qu'est le Bolchevisme. Otto Bauer l'a montré clairement dans son livre, et nous remercions d'avance tous les éditeurs bourgeois et communistes qui publieront de pareils ouvrages et les traduiront dans différentes langues. Ce livre de Bauer complètera d'une façon utile, bien que singulière, les manuels communistes. Prenez n'importe quel paragraphe, n'importe quel argument de Bauer, et prouvez pourquoi ils sont Menchevistes ; où s'y trouvent les racines de ces conceptions qui, en pratique, ont abouti aux trahisons socialistes des Kerevsky, Scheidemann, etc. Ce serait pour certains un moyen d'établir s'ils ont ou non compris ce qu'est le communiste. Celui qui ne peut résoudre ce problème, n'est pas encore Communiste, et mieux vaut qu'il n'adhère point au Parti Communiste. (*Applaudissements.*)

Otto Bauer a excellemment exprimé dans une phrase

toute la substance des conceptions de l'opportunisme mondial ; pour cette phrase — si nous étions les maîtres à Vienne — nous lui aurions de son vivant érigé une statue ; Bauer dit que l'emploi de la violence dans la lutte de classes des démocraties modernes, signifie la violation des puissances sociales.

Vous trouverez peut-être cette pensée singulière et incompréhensible ? Ceci montre à quel point peut être dénaturé le Marxisme ; jusqu'où on peut abaisser la théorie la plus révolutionnaire, et comment elle peut être utilisée pour la défense des exploités. Il fallait toute la variété des connaissances des philistins allemands pour aboutir à une « théorie » d'après laquelle les « puissances sociales » signifient le nombre, l'organisation, la production et la distribution, en un mot l'activité et l'instruction.

Si le paysan à la campagne, l'ouvrier à la ville font violence, pendant la révolution au propriétaire foncier et au capitaliste, cela ne signifierait pas la dictature du prolétariat, la violation des exploités et oppresseurs du peuple, ce serait « la violation des puissances sociales ».

Cet exemple a un côté comique, mais il caractérise bien l'opportunisme actuel, dont la lutte contre le Bolchevisme n'est pas exempte de ridicule. L'affaire la plus utile et la plus urgente pour l'Europe et pour l'Amérique, semble être d'entraîner la classe ouvrière, tous les éléments pensants dans le mouvement Mencheviste international, pour lutter contre le Bolchevisme.

Nous devons ici poser la question : Comment s'expliquer la persistance de cette tendance en Europe, et pourquoi l'opportunisme est-il plus fort dans l'Europe occidentale que chez nous ? C'est que les pays avancés ont toujours basé leur culture sur l'exploitation d'un milliard d'opprimés ; parce que les capitalistes des pays occidentaux profitent davantage des pays étrangers opprimés que des vols des ouvriers de leur propre pays.

Avant la guerre on comptait que les pays riches, tels que l'Angleterre, la France et l'Allemagne réalisaient, rien que

par l'exportation du capital à l'étranger, sans autre source de revenu, de 8 à 10 milliards par an.

Bien entendu, on pouvait prélever sur cette somme importante un demi-milliard pour payer les meneurs ouvriers, l'aristocratie ouvrière et autres frais de corruption. Et il s'agissait effectivement de corruption.

Cela se produisait de toutes les manières : par le développement de la culture dans les grands centres, par la fondation d'institutions d'éducation, par la création d'innombrables fonctions pour les chefs des coopératives et des syndicats et pour les parlementaires. Cela se passe partout où dominent les rapports capitalistes modernes.

Et ces milliards constituent la base économique de l'opportunisme dans les mouvements ouvriers.

En Amérique, en Angleterre, en France, nous constatons une puissance plus grande des chefs opportunistes, des meneurs de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière qui opposent une forte résistance au mouvement communiste. C'est pourquoi nous devons nous attendre à ce que les partis ouvriers de l'Occident et des Etats-Unis se guériront de cette maladie plus difficilement que chez nous. Nous savons que depuis la fondation de la Troisième Internationale il a été fait beaucoup dans le domaine de la lutte contre cette maladie ; mais nous n'avons pas encore atteint le but final. Il reste encore fort à faire pour nettoyer les partis ouvriers, les mouvements prolétariens du monde entier de l'influence bourgeoise, de l'opportunisme qui ravage leurs milieux. Je ne veux pas énumérer ici les moyens concrets de lutte ; je les ai indiqués dans les thèses déjà publiées. Ici, j'ai l'intention d'indiquer les profondes racines économiques de ce phénomène.

La maladie est devenue chronique, sa guérison sera plus lente que ne le pensaient les Opportunistes. Notre principal ennemi, c'est l'Opportunisme. Dans les sphères supérieures du mouvement prolétarien, l'Opportunisme n'est point prolétarien, mais il représente le socialisme bourgeois. Il est pratiquement démontré que ceux des chefs du mouvement

ouvrier qui adhèrent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. Sans la direction qu'ils impriment au mouvement ouvrier, la bourgeoisie n'aurait pu se maintenir. C'est ce que prouvent non seulement le régime de Kerensky en Russie, mais aussi la République démocratique allemande, avec son gouvernement social-démocrate, et les rapports d'Albert Thomas avec son gouvernement bourgeois. Par ailleurs, on peut facilement le démontrer par des expériences analogues en Angleterre et en Amérique. C'est lui notre ennemi principal, et il s'agit de le vaincre. Il faut que nous quittions ce Congrès avec la résolution de mener jusqu'au bout cette lutte dans tous les partis. C'est là notre tâche principale. En comparaison de ce travail, le redressement des fautes des « gauches » du communisme est chose facile. Dans toute une série de pays, un antiparlementarisme se fait jour, qui est représenté moins par les petits bourgeois que par l'avant-garde du prolétariat. Ils manifestent leur haine du vieux parlementarisme, une haine contre l'attitude des chefs parlementaires dans des pays comme la France, l'Angleterre et l'Italie. L'Internationale Communiste doit publier ses directives; il faut qu'elle familiarise tous les camarades avec l'expérience russe, qu'elle fasse mieux connaître l'importance d'un parti politique vraiment prolétarien. C'est là l'objet de notre effort. La lutte contre ces défauts et ces erreurs du mouvement prolétarien sera mille fois plus facile que la lutte contre ceux des bourgeois qui, comme réformistes des vieux partis, adhèrent à la Deuxième Internationale et qui dirigent l'action de leurs partis moins dans le sens prolétarien que dans le sens bourgeois.

Camarades ! A la fin, je veux encore attirer votre attention sur un point. Le président a dit que ce Congrès méritait le nom de Congrès mondial. Je crois qu'il a particulièrement raison de le dire, puisqu'il y a ici présents un grand nombre de représentants des mouvements révolutionnaires coloniaux et des pays arriérés. C'est seulement

un faible commencement, mais il est important que ce commencement soit fait.

A ce Congrès se fait l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a point de prolétariat, ou presque pas; avec les masses opprimées des pays coloniaux d'Orient. Et il dépend de nous, — je suis convaincu que nous le ferons — de rendre durable cette unification. L'impérialisme mondial s'écroulera lorsque l'assaut révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés qui se dresseront à l'intérieur de chaque pays contre les éléments bourgeois et contre l'aristocratie ouvrière, se soudra à l'assaut révolutionnaire des millions de travailleurs qui, jusqu'à présent, restaient en dehors de l'histoire et ne figuraient que comme victimes. La guerre impérialiste a favorisé la révolution; la bourgeoisie y a fait venir des soldats des colonies et des pays arriérés. La bourgeoisie anglaise a persuadé aux soldats hindous qu'il était dans l'intérêt du paysan hindou de défendre la Grande-Bretagne contre l'attaque allemande; la bourgeoisie française a essayé de convaincre ses coloniaux que c'était l'intérêt des Noirs de sauver la France. On leur a appris à manier les armes. C'est là un apprentissage bien utile et nous en pourrions exprimer notre gratitude à la bourgeoisie — le remerciement de tous les ouvriers et paysans russes et en particulier celui de l'Armée Rouge. La guerre impérialiste a entraîné les peuples dépendants dans l'histoire mondiale. Maintenant, c'est une de nos tâches principales de voir où il conviendra de poser la première pierre de l'édifice soviétique dans les pays non capitalistes.

Les Soviets y sont possibles. Ce ne seront pas des Conseils d'ouvrier, mais des Conseils de paysans, ou d'artisans. Cela demandera de gros efforts. Il y aura beaucoup de difficultés à surmonter; des erreurs sont inévitables.

C'est la tâche primordiale de ce deuxième Congrès d'élaborer ou d'indiquer les bases pratiques pour que le travail de propagande mené jusqu'ici parmi des millions d'hommes

d'une manière inorganisée soit désormais développé d'une façon organisée et systématique. Un an environ après le premier Congrès de l'Internationale Communiste, nous pouvons déjà nous dresser devant la II^e en triomphateurs. Les idées soviétiques ne sont pas seulement répandues parmi les ouvriers des pays civilisés, elles ne sont pas comprises et acceptées seulement par eux ; dans tous les pays, les ouvriers se moquent des malins, parmi lesquels figurent nombre de soi-disant socialistes, qui solutionnent scientifiquement la question du « système des Soviets », comme disent les Allemands, ou l'« idée soviétique », comme disent les socialistes anglais de la « Gilde ». Ces solutions du « système des Conseils » ou de l'« idée soviétique » n'ont pour but que d'aveugler les ouvriers. Mais les ouvriers ne s'y laisseront pas prendre et renverseront l'obstacle en saisissant l'arme que lui ont apportée les Soviets.

Le rôle et l'importance des soviets sont maintenant compris également par les ouvriers des pays orientaux.

Le mouvement des Soviets a commencé maintenant dans tout l'Est, dans toute l'Asie, chez tous les peuples coloniaux. Il est facile de comprendre que l'exploité doit former des Soviets pour se dresser contre son oppresseur. D'après notre expérience, après deux ans et demi d'existence de la République Soviétique en Russie, après le premier Congrès de la III^e Internationale, des millions d'exploités du monde entier se sont imprégnés de cette vérité, et lorsque nous sommes parfois obligés en Russie de faire des compromis parce que nous sommes plus faibles que les impérialistes internationaux, nous savons pourtant que les intérêts que nous défendons sont ceux d'un milliard 1/4 d'habitants. Pour le moment, nous nous trouvons encore en présence d'obstacles que nous opposent les préjugés et l'ignorance, et qui chaque jour rentrent dans le domaine du passé ; mais il s'affirme que nous représentons effectivement et défendons 70 0/0 de la population mondiale, la masse des producteurs et des exploités. Nous pouvons le dire avec fierté : Au premier Congrès, nous n'étions, à vrai dire, que des propa-

gandistes ; nous n'avions communiqué au prolétariat du monde entier que nos idées fondamentales, nous l'avions appelé à la lutte, nous demandions : Où sont les hommes capables de s'engager dans cette voie ?

Aujourd'hui nous avons partout un prolétariat avancé. Partout existe, non parfaitement organisée, il est vrai, une armée prolétarienne et quand nos camarades internationaux nous auront aidé à constituer une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher de mener notre œuvre à bonne fin. Cette œuvre est celle de la révolution prolétarienne mondiale ; elle consiste à fonder la République Mondiale. (*Applaudissements prolongés*).

N. LENINE.

Jaurès et l'idée de Patrie

En prononçant l'acquiescement de Villain parce qu'il avait tué Jaurès par patriotisme, les juges ont proclamé que le patriotisme de Villain était de qualité supérieure à celui de Jaurès. Seul le patriotisme dans notre société fait de l'assassinat non seulement un acte excusable, mais même un acte méritoire et vertueux. Assassiner au nom de la Patrie c'est se conduire en héros, et cet héroïsme n'est pas propre uniquement à l'assassinat collectif appelé guerre, il appartient aussi au meurtre individuel. Villain a tué au nom de la Patrie, pour la Patrie : le jury l'a reconnu en l'acquittant. Villain est un héros. Il a servi le Moloch Patrie sans comprendre et sans chercher à comprendre, ainsi qu'il est prescrit de la servir. Sa conduite et le jugement qui la glorifie sont parfaitement logiques et justes du point de vue de la société bourgeoise capitaliste.

Ce qui l'est moins c'est que dans le procès Villain les témoins et avocats, soi-disant amis de Jaurès, au lieu de se placer sur le terrain socialiste ou sur le terrain purement humain se soient placés sur le terrain même de leurs ennemis, si du moins ils sont ces socialistes qu'ils prétendent être, et se sont efforcés de prouver que, quoiqu'en eussent dit les amis de Villain, Jaurès était un excellent patriote. Et l'on a assisté à ce lamentable spectacle : ceux qui auraient dû se dresser en accusateurs et réclamer la recherche et la condamnation des vrais instigateurs, responsables et complices du crime détestable, ont défendu Jaurès, comme s'il était l'accusé — l'accusé de lèse-patriotisme —, et ont abouti à l'apothéose du sicaire imbécile qui l'a abattu.

Mais comment a-t-il été possible à des socialistes, amis de Jaurès, de se placer sur ce terrain ? Y a-t-il dans l'œuvre et dans l'action de Jaurès quelque chose qui puisse servir

d'excuse à semblable conduite ? En un mot, de quelle façon Jaurès a-t-il envisagé l'idée de Patrie ?

..

C'est dans l'*Armée Nouvelle* que Jaurès a traité de la façon la plus directe, en fonction de la société actuelle et dans ses rapports avec le socialisme, la question de la Patrie. Cet ouvrage, édité pour la première fois en 1910, a été réédité en 1915, en pleine guerre, par *l'Humanité*, alors sous la direction de Renaudel : la préface de cette seconde édition, qui fait de Jaurès avant tout un patriote français (1), dévoile les intentions de l'éditeur : c'est le premier plaidoyer dans le procès Jaurès. Mais en réalité était-ce bien le mort qu'on défendait ou les vivants ?

Ce qui frappe tout d'abord, du point de vue socialiste, dans le chapitre « Internationalisme et Patriotisme » de *l'Armée Nouvelle*, c'est son attaque virulente contre une des thèses fondamentales du *Manifeste communiste*. La phrase du paragraphe : « Les ouvriers n'ont pas de patrie » est traitée par lui de « boutade passionnée » (p. 436 de l'édition de *l'Humanité*), et deux pages plus loin de nouveau, de « boutade hargneuse et étourdie ». Selon lui ce n'est qu'une « réplique toute paradoxale et d'ailleurs malencontreuse à la polémique des patriotes bourgeois ».

Or, cette soi-disante boutade est explicitement confirmée par d'autres passages (§ 27, 30, 33, etc.) et elle est en connexion intime avec l'ensemble du manifeste.

Il est surprenant de voir Jaurès affirmer ceci :

« Marx lui-même se hâtait de corriger et de restreindre le sens de la formule. Il ajoute aussitôt : « Sans doute le prolétariat doit conquérir d'abord le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine et se constituer lui-même en nation ; et en ce sens il est encore attaché à une nationalité. Mais il ne l'est plus au sens de la bourgeoisie. Ce sont des subtilités assez obscures et assez vaines. »

(1) « Avant d'expliquer comment il concevait la Société française de l'avenir... Jaurès voulait que la France fut mise d'abord à l'abri de toute agression. »

Cela nous semble au contraire excessivement clair et tout à fait évident. Ce passage est confirmé et expliqué par le paragraphe 30 du même manifeste :

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie n'est pas dans son fond, mais elle sera dans sa forme une lutte nationale. Il faut évidemment que le prolétariat de chaque pays vienne à bout d'abord de sa propre bourgeoisie.

Il n'y a pas moyen de s'exprimer de façon plus nette et plus brève. Il est certain que les prolétaires doivent s'attaquer en premier lieu à leurs maîtres : ce n'est que pendant cette guerre que des socialistes se sont imaginés qu'ils allaient porter le socialisme dans les autres pays en se faisant les alliés et les serviteurs dévoués de leurs propres oppresseurs et des pires adversaires du socialisme.

Mais le fait que les ouvriers luttent contre la bourgeoisie du pays où ils habitent ne constitue pas une acceptation de la Patrie formée par cette bourgeoisie. C'est au nom du socialisme internationaliste que ces ouvriers luttent et leur révolution n'aura de succès durable que si elle est suivie de mouvements semblables en d'autres pays (1).

Toute la critique par laquelle Jaurès prétend mettre Marx en contradiction avec lui-même et prouver que la phrase incriminée n'est qu'une « boutade » montre chez Jaurès une singulière incompréhension de la pensée de Marx. De ce que Marx conseille aux prolétaires d'avoir toujours les yeux ouverts sur les événements politiques de façon à profiter des conjonctures favorables, et de favoriser toutes les révolutions, même les révolutions bourgeoises (celles-là seules étaient imminentes lors de la publication du manifeste) parce qu'elles étaient susceptibles d'abattre certains obstacles sur la route de l'émancipation du prolétariat et de dégager le terrain en vue de la révolution ouvrière, Jaurès conclut que Marx a assigné la place du prolétariat au cœur même de la patrie !

(1) « Manifeste communiste » § 49 : une action combinée du prolétariat de tous les pays civilisés tout au moins est une des premières conditions de son émancipation.

Or, Karl Marx s'est exprimé tout à fait clairement à cet égard dans tout le manifeste et spécialement vers la fin : quand le parti communiste luttera aux côtés d'une fraction de la bourgeoisie pour abattre quelque reste du passé il ne s'associera pas à cette fraction, il ne confondra en rien ses buts propres avec ceux de cette fraction, il conservera entièrement son attitude critique : « pas un instant il n'oubliera d'éveiller parmi les ouvriers la conscience la plus claire possible de l'opposition qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat et qui en fait des ennemis ». (§ 76).

Ce qui différencie d'ailleurs les communistes de tous les autres partis c'est que « dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ». (§ 33).

Tout cela est si clair, si parfaitement logique et cohérent, que l'on se demande comment Jaurès a pu écrire (*Armée Nouvelle*, p. 142) : « Il ne restait plus rien de la phrase du manifeste qu'un exemple de plus de cette outrance de sarcasme et de ces ricanements de polémique qui furent le vice d'un vigoureux esprit, travaillé d'ailleurs, malgré son habitude tranchante, par d'insolubles contradictions ».

En revanche, ce qui n'est ni clair ni précis, ni cohérent, c'est la conception de la Patrie dans l'esprit de Jaurès. Dans les pages qui suivent (*l'Armée Nouvelle*, p. 442 et suiv.), Jaurès parle pêle-mêle de la patrie dans l'antiquité, au moyen âge, dans les temps modernes, dans l'avenir, comme s'il s'agissait d'un seul et même concept et non de choses profondément différentes. Et le professeur de lycée reparaît, doublé de l'orateur ; les souvenirs de l'école normale reviennent enveloppés dans une phraséologie prestigieuse : c'est Charlemagne dont « la grande ombre » plane sur un monde décomposé et le rappelle à une sorte d'unité vaste ; c'est Jeanne d'Arc dont le cœur « bat au loin avec les bonnes villes investies par l'étranger » ; ce sont les Athéniens, « tout enivrés de la grande poésie d'Eschyle et comme transportés d'une divine fureur de patriotisme guerrier ».

Tout cela ferait grand effet dans un discours ; mais le lecteur, qui peut relire et comparer les différents passages, se demande comment ils tiennent ensemble et il attend en vain que l'auteur pose le problème dans ses termes historiques précis, définisse ce que c'est que la patrie aux différentes époques et dégage, si c'est possible, le fond commun à toutes conceptions.

En l'absence de toute réponse précise, le lecteur cherche péniblement à déterminer ce que peut bien être dans l'esprit de Jaurès cette idée de Patrie qui s'applique à tout et dont la signification ne serait pas essentiellement différente pour l'esclave antique, pour qui la Patrie n'est que le symbole de son asservissement, et pour le socialiste, citoyen d'une société où il n'y aura plus de frontières. Je n'exagère rien : la Patrie pour Jaurès est un concept aussi élastique que je le dis. Il écrit (p. 449) :

« Même pour les exploités, même pour les asservis, le groupement humain où ils avaient du moins une place définie, quelques heures de sommeil tranquille sur la marche la plus basse du palais, valait mieux que le monde du dehors, plein d'une hostilité absolue et d'une insécurité totale.

« Pour l'esclave aussi le sûr foyer qu'alimentait sa peine avait parfois un reflet réchauffant, une lueur joyeuse, et les ténèbres extérieures l'épouvantaient. « L'esclave, dit le grand Homère, « n'a que la moitié de son âme », mais cette moitié même il risquait de la perdre en se séparant du milieu social où il avait du moins un abri et quelques liens d'affection réciproque. »

Etrange conception : préférer la certitude de l'esclavage à l'incertitude de la vie nomade ; la prison au vagabondage ; appeler la prison, patrie ; être lié par le sentiment patriotique au maître qui peut vous frapper et vous torturer à son gré ; craindre par-dessus tout le risque ! Cette « crainte du risque » est l'un des traits fondamentaux de la psychologie du petit bourgeois.

Parlant plus loin de l'avenir, Jaurès dit (p. 453) :

« Par l'espérance, par l'action commune et concentrée, tous les prolétaires, tous les hommes de justice sociale et de paix internationale appartiennent d'avance à la même patrie humaine, à

la patrie universelle du travail affranchi et des nations réconciliées. »

(P. 454.) « Quand un syndicaliste révolutionnaire s'écrie au récent Congrès de Toulouse : « A bas les patries ! Vive la « patrie universelle !... », il crie : A bas l'égoïsme et l'antagonisme des patries ! A bas les préjugés chauvins et les haines aveugles ! A bas les guerres fratricides ! A bas les patries d'oppression et de destruction ! Il appelle à plein cœur l'universelle patrie des travailleurs libres, des nations indépendantes et amies. »

L'universelle patrie des nations indépendantes et amies : ici il n'y a plus que des mots juxtaposés dont l'ensemble n'a aucun sens. Jaurès a obéi à cet amour de l'unité pour l'unité qui est caractéristique de son esprit. Dans son désir de concilier les thèses les plus opposées, et d'unir les contraires, désir qui l'a hanté toute sa vie, il allait souvent jusqu'à la confusion complète des notions, car ce qu'il recherchait avant tout ce n'était pas l'unité organique, mais l'unité formelle, l'apparence de l'unité. Et il lui arrivait de se contenter d'un simple titre qui pouvait tout englober, mais n'établissait entre les idées ainsi réunies aucun lien intime.

..

Autant que je sache Jaurès n'a jamais fait la distinction fondamentale qui s'impose et que Gustave Dupin a si bien mise en relief dans la *Guerre Infernale*, entre le sentiment naturel pour la terre natale, pour le pays où l'on a grandi et où l'on a éprouvé les premières émotions, et le soi-disant amour d'une entité Patrie, symbole représentant l'ensemble des territoires et des peuples soumis à un même gouvernement, idole présentée à l'adoration de ces peuples par ce gouvernement pour les mieux soumettre à ses volontés. La confusion volontaire entre ces deux choses essentiellement différentes n'est que tromperie faite dans le but de dominer.

L'amour naturel du pays ne peut s'appliquer qu'à un coin plus ou moins restreint de terre offrant une certaine unité d'aspect : ce qu'on appelle dédaigneusement amour du clocher, provincialisme, etc., est la manifestation de ce

sentiment naturel. Les petits états d'autrefois, les républiques de la Grèce antique, les principautés ou les républiques du moyen âge répondaient le mieux à ces unités géographiques et pouvaient absorber le plus facilement à leur profit ce sentiment naturel, — sans compter que la communauté est ressentie beaucoup plus aisément dans un petit groupement resserré que dans de vastes masses disséminées et que certains états, comme les communes du moyen âge, offraient des avantages réels à ceux qui en faisaient partie... Mais aucun lien naturel ne rattache l'individu aux grands états modernes, produits de la violence et de la ruse (guerre et diplomatie), et ne visant qu'à se faire concurrence, à s'étendre au détriment les uns des autres, ne rêvant qu'expansion coloniale et conquêtes de marchés.

Comment Jaurès a-t-il pu confondre l'amour pour la patrie (sol natal) avec l'amour pour ces monstres dévorateurs, pour ces Etats molochs qui ne font que dévorer leurs soi-disants citoyens pour le profit de l'oligarchie capitaliste ? Comment n'a-t-il pas faite sienne l'âpre critique de la société bourgeoise contenue dans le Manifeste communiste et dont la phrase : les ouvriers n'ont pas de patrie, n'est qu'un corollaire ?

Mis en face de cas concrets Jaurès reconnaît pourtant la vérité : il voit ce que sont ces grandes patries pour leurs enfants ; il sait que même dans les pays démocratiques la guerre peut être déchaînée sans le consentement du peuple, à son insu contre sa volonté !... Qu'une imprudence, une fatuité, une provocation imbécile, ou la convoitise scélérate de quelques groupes financiers peuvent déchaîner des conflits soudains ; qu'il dépend encore d'une minorité, d'une coterie infime, d'un homme systématique et infatué d'engager la nation. » Il sait que les combinaisons personnelles d'un Hanotaux ou d'un Delcassé ont conduit la France au seuil d'une guerre. Pourquoi ne va-t-il pas jusqu'au bout de la vérité et laisse-t-il régner cette étrange confusion dans ses idées au sujet de la Patrie ?

Il faut considérer l'ensemble de sa personnalité pour en découvrir la raison.

..

Quand on lit les écrits et les discours de Jaurès on est souvent frappé par sa répugnance innée pour les conceptions de Marx et spécialement pour le matérialisme historique, répugnance qui se manifeste en dépit de l'admiration qu'il professe pour le grand théoricien socialiste et de sa volonté d'adopter ses doctrines, regardées comme orthodoxes dans le parti.

En vérité, les conceptions de ces deux hommes sont fondamentalement différentes.

Pour Jaurès le socialisme est la prolongation du mouvement républicain et démocratique bourgeois, il est le développement du mouvement qui a commencé par la révolution française. Cette idée revient à tout moment dans ses écrits : en voici un exemple des plus caractéristiques dans *l'Armée Nouvelle* (p. 422) :

« A mesure que les démocraties se développent et que les nations se constituent, la passion du prolétariat se porte naturellement vers d'autres objets. De nouveaux problèmes surgissent. Il faut compléter la démocratie politique en démocratie sociale. Il faut pénétrer les patries autonomes d'esprit international et assurer dans l'universelle paix, par l'effort concerté des travailleurs de tous les pays, l'évolution de justice sociale. Mais la démocratie et la nation restent les conditions essentielles, fondamentales de toute création ultérieure et supérieure. »

Quelle singulière conception de l'histoire sociale du XIX^e siècle ! Comme l'esprit précis de Marx aurait répugné à ces développements purement oratoires ; que peut bien signifier cette « passion du prolétariat » qui « se porte naturellement vers d'autres objets ». *Naturellement* est joli : ce prolétariat pressuré jusqu'au sang par cette « démocratie » bourgeoise, par les classes dirigeantes de ces « nations » où sévissait le principe de la concurrence effrénée qui menait nécessairement à l'exploitation forcée de l'ouvrier dépourvu

de toute garantie et de toute protection, ce prolétariat affamé, épuisé par un travail d'esclave dans la manufacture, a dû se retourner contre ses exploiters et combattre cette belle société capitaliste bourgeoise, ces soi-disantes démocraties et républiques, sous peine de crever, et il est devenu socialiste parce qu'il voulait vivre. Ainsi le conçoit Marx dans le *Manifeste communiste* : c'est en antagonisme avec la société bourgeoise que s'est formé le socialisme. La démocratie, dans cette société n'est qu'un mensonge destiné à faire croire au peuple qu'il est souverain et à lui donner, sous prétexte de défendre cette souveraineté, la charge de se maintenir lui-même en esclavage, grâce à l'organisation de ces armées nationales dont Jaurès s'efforçait de perfectionner encore l'écrasant mécanisme. Bien loin que la nation soit une « condition essentielle et fondamentale » du socialisme, le socialisme ne peut se réaliser que par l'internationalisme, par la suppression effective des frontières qui divisent les hommes.

Sur ce point commun et sur bien d'autres la pensée de Marx est socialiste, celle de Jaurès ne l'est pas.

A suivre le développement de la personnalité de Jaurès on se convainc vite que c'est chez lui le sentiment, sa générosité d'âme, son enthousiasme, qui l'ont porté vers le socialisme, mais qu'il n'a jamais pensé en socialiste⁽¹⁾ ; il a fait un grand effort pour s'assimiler les doctrines en vogue dans le parti socialiste, mais il a toujours cherché à les concilier, malgré des incompatibilités manifestes, avec toute l'idéologie qui lui venait de son éducation bourgeoise et dont il n'a jamais su se débarrasser.

Pour qui sait lire, cela est dit explicitement dans l'Introduction qu'il a écrite pour l'édition de ses *Discours parlementaires* (2) sous le titre de : *le Socialisme et le radicalisme en 1885*. Il y indique très bien lui-même le caractère de l'enseignement qu'il a reçu (p. 2) :

(1) J'aurais dit : « en socialiste matérialiste ». — Ch. R.

(2) Paris, Cornély, édit., 1904.

« L'Ecole normale et l'Université sont presque un prolongement du collège : c'est comme un internat intellectuel animé parfois d'une merveilleuse effervescence d'idées et d'où l'esprit se passionne pour le mouvement du monde, mais où il n'est point averti par le contact immédiat des hommes et des choses... C'est une chambre recueillie et vaste qui n'a que de médiocres ouvertures sur le dehors.

Ces ouvertures étaient si médiocres que dans ces années d'études, Jaurès ne savait pas « qu'il y avait en France des groupements socialistes, toute une agitation de propagande, et de Guesde à Malon, une ferveur de rivalité sectaire ».

Tous les socialistes de ma génération que j'ai connus de près sont allés, comme moi-même, d'emblée au socialisme ; dès qu'ils ont commencé à réfléchir aux questions sociales ; ils ont été socialistes et ils ont conçu le socialisme comme un principe opposé au principe qui régit la société capitaliste bourgeoise, société de concurrence effrénée, de lutte sans scrupule de tous contre tous. Nous avons eu spontanément le sentiment de l'internationalisme et il n'y avait pas de plus grande joie pour nous que de parcourir le monde en reconnaissant que nous avions partout des frères. Le socialisme a toujours été à nos yeux essentiellement communiste et internationaliste, et s'il y avait, chez ceux dont je parle, des hésitations, c'était uniquement sur la question de tactique, — libérale ou autoritaire. Le fond socialiste était pur. Il ne l'était point chez Jaurès. Jaurès n'a jamais pu se débarrasser de son éducation première et de certaines idées, de certaines façons de penser acquises dans le milieu renfermé de l'Ecole Normale. Sa vie durant, il s'est efforcé de concilier l'inconciliable et d'apporter les apparences de l'unité où manquait l'unité organique. On pourrait le démontrer à propos de beaucoup d'autres questions, mais celle-ci est l'une des plus frappantes.

Entre l'internationalisme et l'amour des « patries » telles qu'elles existent effectivement aujourd'hui, de ces patries auxquelles on sacrifie sans compter la vie et le travail des hommes et la richesse de la terre, il n'y a pas de terme de conciliation possible. Pour réconcilier ces *res inter se repu-*

gnantes, Jaurès a dû créer une image de la Patrie qui ne correspond à aucune réalité, image vague s'il en fût, en laquelle une âme généreuse et éprise d'idéal s'efforçait de mêler à des souvenirs historiques et des réminiscences d'école, des sentiments humanitaires et des aspirations vers un avenir meilleur.

Cette équivoque a permis de le défendre au nom de la patrie ; elle a permis aussi de le condamner au nom de la patrie. Car la « patrie » n'est pas la chose idéale que Jaurès veut se représenter. Elle est ce qu'elle est dans la réalité : un produit de la violence maintenue par la coercition. En disant : « il est du devoir de tous les socialistes, dans tous les pays, de protéger chacun leur patrie contre toutes les agressions possibles », (1) il prescrivait, en réalité, aux Polonais de se battre pour l'Empire russe, l'Empire allemand ou l'Empire autrichien selon le cas, aux Irlandais de se battre pour l'Empire anglais, aux Alsaciens-Lorrains de se battre pour l'Empire d'Allemagne. Et s'il entendait par patrie leur patrie d'élection, il poussait tous ces socialistes à se révolter ou à désertir pour une question de nationalité. Mais à ce compte, n'importe qui aurait le droit de désertir ou de se révolter pour la patrie de son choix, et, par cela même, le dogme patrie, sans lequel les Etats modernes ne tiendraient pas, serait sapé par la base.

Jaurès était un patriote, mais c'était un mauvais patriote qui voulait une patrie conforme à la raison, au droit, à la justice, et non une patrie supérieure à tous ces beaux principes, et au secours de laquelle on vole, comme au secours de sa mère, sans se demander si elle a tort ou raison, selon la formule de M. Barrès. Dans les réalités concrètes de la politique, Jaurès voyait trop clair pour se dissimuler tout ce que les gouvernements capitalistes cachaient d'ambitions, d'appétits, de rivalités d'intérêts derrière l'abstraction Patrie ; il n'ignorait pas non plus le rôle des rivalités et des rancunes personnelles des diplomates dans le déchaînement

(1) Séance du 7 avril 1895, discours publié en brochure par le Parti ouvrier, sous le titre de *Patriotisme et Internationalisme*.

des guerres, en ce qui concerne celle-ci, le rôle capital de la querelle Æhrenthal-Isvolsky ; il le dit, il allait le publier. (1)

L'assassinat de Jaurès n'a nullement le caractère de l'acte inconsidéré d'un fou ; c'est un acte parfaitement logique, prélude nécessaire d'une guerre dirigée notamment contre le socialisme et dont la première victoire a été l'effondrement de la Deuxième Internationale. Il est malheureux que les socialistes n'en aient pas compris immédiatement la portée et la signification.

Il y avait en Jaurès une dualité de principes qu'il a en vain cherché à couvrir du voile d'une unité verbale : Socialiste par le sentiment, par l'impulsion généreuse de son âme vers une société meilleure, il ne l'était qu'à demi par la pensée, et ses discours donnent souvent l'impression d'admirables improvisations poétiques ; mais il y manque souvent aussi cette logique serrée, cette clarté de vision que l'on trouve, par exemple, chez Marx ; il y manque surtout cette détermination précise des points de vue qui permet de délimiter nettement les aspects des problèmes, d'empêcher tout flottement dans le développement des questions.

Qu'on admire en Jaurès l'homme et l'orateur, qu'on soit séduit par la richesse et l'abondance de sa pensée, rien de plus légitime. Mais n'est-il pas imprudent de le considérer comme un grand théoricien du socialisme et de faire de ses idées une barrière sur la voie de l'évolution communiste ?

JACQUES MESNII.

(1) Je ne puis traiter ici cette question qui n'a qu'un rapport indirect avec mon sujet ; mais elle mériterait d'être élucidée à fond. Les articles de Rappoport dans la « Berner Tagwacht » au sujet des propos et des intentions de Jaurès dans ses derniers jours n'ont jamais été réfutés sérieusement et ont au contraire reçu confirmation de différents côtés par la suite. Au moyen âge, où l'on craignait encore l'enfer, le vrai coupable eût peut-être confessé son crime « in extremis ». Mais aujourd'hui l'esprit du mal triomphe sans remords.

Les Partis Politique en Allemagne

Les petits calculateurs du Parlementarisme et des résultats du jour, vrais prodiges, ne voient qu'une chose dans le résultat des élections, et en sont hypnotisés : la possibilité parlementaire pour les partis isolés, de participer à la formation du cabinet et au pouvoir. Ils se torturent l'esprit dans des calculs de supposition, d'additions et de soustractions des suffrages, en vue de former un gouvernement de coalition.

Par contre l'avant-garde du prolétariat cherche à comprendre tout simplement la signification des chiffres, en ce qui concerne le progrès de la révolution. Depuis les élections de l'Assemblée Nationale de l'année dernière, les contrastes de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie se sont considérablement accusés, et la lutte décisive qui va s'engager entre eux s'approche de jour en jour. La « démocratie » comme moyen de réconciliation, a vu le sol lui manquer sous les pieds ; elle a même été émietlée puis détruite par la démocratie-mandatitaire des intérêts de la classe bourgeoise. Les masses l'ont abandonnée à droite et à gauche, celles-ci pour édifier la démocratie-prolétarienne par la dictature du prolétariat et le gouvernement des conseils, celles-là pour faire un pas en arrière dans l'évolution de la démocratie.

Le prolétariat a pu, il est vrai, arrêter momentanément la contre-révolution militaire-monarchiste, mais il ne fut pas encore assez précis et hardi pour l'écarter définitivement. En effet, celle-ci se prépare, non plus à l'encontre du parlement, mais par le parlement, et par-dessus lui, où la droite s'allie maintenant avec la démocratie dans une contre-révolution absolument bourgeoise. Les élections devaient empêcher à droite la guerre civile, mais elles préparent la guerre civile à gauche. Elles avaient pour but de consolider le parlemen-

(1) Voir la *Revue* d'août.

tarisme, elles l'ont placé dans une situation qui le conduit à l'absurde, prouve son impuissance à concilier les contrastes sociaux et les pousse inévitablement à se séparer plus encore en dehors du parlement. Si le nouveau Reichstag veut gouverner contre les ouvriers — et il est obligé de le faire, s'il ne veut pas perdre son droit à la vie — il ne peut le faire qu'en ayant recours à des moyens extra-parlementaires, de même que l'Assemblée Nationale pour instaurer l'ordre bourgeois, a consacré l'emploi des mitrailleuses de Noske.

Mais le prolétariat lui aussi doit recourir à des armes extra-parlementaires, s'il veut se garantir contre l'exploitation capitaliste et sa domination. Le résultat des élections est l'avant-coureur de luttes inévitables, vers lesquelles les classes possédantes et le prolétariat semblent marcher rapidement grâce à la nouvelle et terrible crise économique. Déjà, avant que le résultat des élections fut établi d'une façon précise dans ses détails, ses conséquences commençaient à agir sur le parlementarisme, tout d'abord sous la forme d'une crise ministérielle qui ne put être conjurée qu'en abandonnant les dogmes du régime parlementaire, et qui, en outre, peut se renouveler à toute tourmente politique.

La défaite du bloc gouvernemental composé des socialistes patriotes, des démocrates et des centristes, a condamné d'une façon si catégorique la politique de coalition de la « pure démocratie » que le chancelier Herman Muller dut mettre un terme à ses angoisses pour la « patrie » et que son ami Ebert s'est vu obligé de remettre la démission du cabinet.

On préféra toutefois assurer la calme évolution à l'intérieur et la confiance vis-à-vis de l'étranger, en maintenant dans ses fonctions le ministère qui ne put rien faire sans les lois d'exception, et qui permettaient aux Kappistes de se tenir indemnes, mais qui frappaient d'une juste punition les soldats et officiers républicains coupables de s'être insurgés contre la discipline ainsi que les ouvriers révolutionnaires accusés de rébellion.

La majorité parlementaire des anciens partis de coalition n'était malheureusement plus suffisante, aussi le gouvernement de coalition fut-il obligé de chercher des renforts à droite ou à gauche.

Scheidemann avait certainement et adroitement refusé sa main à son élève Hermann Muller. En effet, celui-ci jurait dans un moment de faiblesse, que la social-démocratie majoritaire ne formerait jamais un bloc gouvernemental de concert avec la droite militariste et monarchiste. Aussi dut-il briguer la fraternité du parti indépendant, le deuxième par son importance au Reichstag et dans le pays. Tout au début de la campagne électorale, les chefs de l'aile droite de ce parti avaient cependant clairement laissé entendre qu'ils ne chercheraient pas à s'isoler dans le désert d'un gouvernement purement socialiste.

Les majoritaires se heurtèrent au refus catégorique des Indépendants d'entrer dans un gouvernement de coalition pour se laisser enchaîner et corrompre par les centristes et les démocrates. Ces derniers avaient d'ailleurs juré ne vouloir former un ministère qu'avec le concours des Indépendants, si ceux-ci toutefois renonçaient à l'exécution de leur programme d'action. C'est alors que le parlementarisme aurait exigé d'Ebert que celui-ci chargeât Crispian, comme représentant le deuxième grand parti en Allemagne, de la formation du cabinet. Fritz Ebert s'autorisa toutefois du droit à lui conféré par la constitution pour exécuter le parlementarisme. En sa qualité de roi du peuple, selon le vœu intime du corps d'officiers royalistes, il ne pensa plus à confier cette mission à Crispian, mais il en chargea le monarchiste Dr Heinze, du parti populaire allemand, inutilement d'ailleurs. Les démocrates, fidèles à leurs principes, refusèrent de prendre le pouvoir sans la collaboration des social-démocrates qui, après leur défaite aux élections, persistèrent dans leur refus de se coaliser avec les partis des Junkers et des gros industriels. Le talent parlementaire incontesté de M. Trimborn, du parti du Centre, fut impuissant devant la quadrature parlementaire du cercle, à former un

gouvernement parlementaire, qui ne s'appuyait pas au Parlement sur une majorité solide. Quant à M. Mayer, lui aussi du parti du Centre, et chargé d'Affaires de la République allemande à Paris, il se soucia peu d'endosser la responsabilité de la chancellerie et de gouverner avec un cabinet d'affaires.

Finalement, M. Fehrenbach, du parti du Centre, réussit à rajuster un « cabinet de reconstruction » qui comprend des Centristes, des Démocrates et des membres du parti populaire allemand. Les démocrates firent quelques concessions au sujet de leurs solides principes sur la démocratie et le parlementarisme. Les représentants du parti populaire allemand firent de même quant à leurs convictions monarchistes. Quant aux Centristes, ils n'eurent pas besoin d'abandonner quoi que ce fut, attendu que chez eux la démocratie et la monarchie ont échangé depuis longtemps avec les principes religieux et l'esprit de politique réelle, le baiser fraternel.

En qualité de Chancelier du Reich, M. Fehrenbach doit représenter un programme qui — comme on le sait — sera entièrement basé sur la constitution de Weimar, reconnaîtra à tous les Allemands les mêmes droits politiques, combattra, par la nécessité d'amener la réconciliation, par des compromis, sur le terrain politique, social et religieux, toute tentative qui viserait à instituer une dictature de classe ou à accorder à une classe certains privilèges. Quant à l'administration, elle sera assurée, sans égard à la nuance politique, par des personnes dont le seul titre est la capacité, de sorte que les portefeuilles eux-mêmes ne seront plus entre les mains des partis mais entre celles du Chancelier d'Empire.

Mais à peine, la période terrible où il n'y avait plus de direction au pouvoir, par suite des marchandages traditionnels, semblait être à tout jamais bannie, le gouvernement, forgé à grand-peine menaçait de tomber, ainsi qu'un château de cartes, sous les coups qu'on lui assénait de droite et de gauche. En effet, le parti populaire allemand songea

à tirer profit de sa victoire et disputa aux Centristes et aux Démocrates ce qui, pour eux, était le plus sacré : les sièges ministériels.

Sous le prétexte de « reconstruire » un cabinet de « spécialistes », les représentants du parti populaire installèrent aux ministères des Affaires Economiques et Politiques des commis éprouvés de la grosse industrie et de la finance capitaliste. Les majoritaires de leur côté jouèrent pour la galerie le rôle de la sage opposition. Sans leur « neutralité bienfaisante », le gouvernement des partis de droite victorieux ne pouvait durer, en tant que gouvernement soi-disant parlementaire. Les Müller, Bauer et David s'opposèrent toutefois à lui assurer d'avance un vote de confiance lorsqu'il présenterait, dès l'ouverture du Reichstag « représentation du peuple » son programme, œuvre de Stinnes. On entendit alors les hurlements et les grincements de dents des fabricants de ministres, qui virent leur panse diminuer.

Quant aux démocrates, leur désespoir fut sans bornes. Grâce à des compromis, ils espéraient acquérir au Reichstag et du gouvernement une force, qu'ils ne pouvaient revendiquer en tant que parti politique et parlementaire. C'est alors qu'ils employèrent contre leurs infidèles amis les majoritaires les mêmes armes dont ceux-ci s'étaient servi depuis l'ouverture de la crise contre les Indépendants. Ils leur reprochèrent notamment de ne point avoir le courage des responsabilités et de placer au-dessus des intérêts de la « patrie » ceux du parti.

Vint l'ouverture du nouveau Reichstag. Le Parlement se trouva certes devant un chancelier disposé à assumer sa charge, mais non devant un gouvernement. Il ne trouva rien si ce n'est la triste consolation d'un Trimborn qui gratifierait d'un véritable, au plus tôt, s'offrait par lui fournir un vrai gouvernement.

Ce résultat obtenu est fatal, tant que le parlement bavarde, que la minorité des classes possédantes gouverne et que le prolétariat se soumet. Les tendres alliés de famille se sont trouvés. L'accord scellé entre la gauche et la droite de nos

ennemis politiques, entre la petite et la grande bourgeoisie, est aujourd'hui parfait, quant à la forme. Après des délibérations interfractionnelles, le ministère a fini par voir le jour, avec toutes ses tares et incapable de vivre. Combien de temps se maintiendra-t-il ? C'est la question qui salua sa naissance. Le gouvernement présentera d'ailleurs incessamment son programme devant le Reichstag. Dans le Reich, les troubles occasionnés par la question des denrées, les démonstrations contre l'impôt sur les salaires et les traitements, dénoncent la misère des masses qui s'accroît d'une manière effrayante, l'accélération de la crise économique, la faillite de la gestion capitaliste.

Les désordres causés par le manque de denrées sont des actes de désespoir des masses, les symptômes de leur esprit, mais non pas une action consciente et révolutionnaire de ces masses. Le prolétariat, en tant que classe révolutionnaire et agissante, n'a pas encore parlé. Sa léthargie est la conséquence de l'attitude de la social-démocratie indépendante qui représente l'âne connu à qui l'on présente deux bottes de foin, et qui regarde devant soi. Le parti indépendant ne peut jusqu'ici se décider ouvertement ou bien pour la non-opposition parlementaire, dans l'espoir d'entrer dans un gouvernement « purement socialiste », ou bien pour l'action extra-parlementaire des masses. Il préfère néanmoins traîner la jambe derrière les masses, au lieu de se mettre à leur tête, en se payant ainsi le luxe d'une précaution qui ne va réellement pas à un parti de son importance et de son influence.

Quant au parti communiste, il a, au cours de la crise ministérielle, poursuivi ses travaux et la lutte engagée. Il ne se lasse pas de poser aux masses un tableau précis de la situation, de leur donner le programme qui doit les rallier pour la lutte. Néanmoins, son activité dans les masses ne peut remplacer l'action des masses elles-mêmes.

Actuellement, ce n'est pas la classe ouvrière qui dénonce la crise politique. Le parlementaire semble être le maître de la destinée des masses. La crise a cependant montré que ce

maître a les traits d'Hippocrate. Ses jours sont comptés et selon toute apparence le parlementarisme en Allemagne ne mourra pas en beauté, ne se terminera pas comme un drame de grand style, mais comme une farce avec l'esprit de Shakespeare en moins.

La crise ministérielle se termine par un profond salut de la monarchie, ouverte et dissimulée, devant la Constitution et la République, mais en réalité par son triomphe sur la démocratie. « Paris vaut bien une messe », déclarait Henri IV, quand il passa du protestantisme au catholicisme. La prise du pouvoir permet de jurer facilement fidélité à la Constitution.

La contre-révolution monarchiste-militariste ne voudra plus aujourd'hui gouverner contre la Constitution et le Parlement, mais bien sous la protection de la Constitution et par le Parlement, mais pour l'ordre bourgeois, pour un gouvernement à franche étiquette, contre le prolétariat. On aura une coalition parlementaire, sur laquelle la contre-révolution s'appuiera, et toute la grandeur du nouveau gouvernement n'est possible qu'avec la participation tacite de la social-démocratie majoritaire. Selon toute apparence, les Scheidemann, de chute en chute, descendront à ce degré de l'opprobre : opposition. Il est à présumer, condition probable — qu'exception faite pour les ministres bien mis à mal — leurs fonctionnaires resteront à leur poste et qu'Ebert pourra, « tel un roc immuable au milieu des tempêtes », prolonger ses fonctions, attendu qu'il possède une charge et pas d'opinion — tout cela, vu la nécessité de la situation que le mot de Spa comporte en soi, et que n'importe quel gouvernement de coalition ne peut adoucir ni certainement régler. On ne pourrait répondre à cette action que par une autre : conclure avec la Russie révolutionnaire des soviets une alliance défensive et offensive.

Les élections qui devaient consolider le parlementarisme et la démocratie, formes les plus parfaites de la domination bourgeoise, ont accéléré la décomposition du premier et le rejet de la seconde.

Au cours de la crise gouvernementale, la grosse industrie, la haute finance et les junkers, représentés par le parti populaire allemand, ont remporté une victoire sur la démocratie de la petite bourgeoisie, le centre et les démocrates allemands. La crise qui a été motivée par le résultat des élections législatives est l'expression et le symptôme de la violente crise sociale qui, elle, ne peut être liquidée que par la Révolution. Quant à la contre-révolution, elle s'est ressaisie et consolidée. Toutefois, la révolution et la contre-révolution s'effraient à l'idée de se rencontrer en dehors du parlement, sur le vrai champ de bataille. Ceci est confirmé nettement par le fait que les masses du prolétariat se rassemblent dans le camp des Indépendants, et que celles de la bourgeoisie courent au parti populaire allemand. Néanmoins, l'évolution économique et politique incite les adversaires en présence à se rencontrer par-ci par-là en dehors du champ parlementaire.

Selon toute prévision, la situation va bientôt placer le parti socialiste indépendant dans l'obligation ou bien d'opter avec Hilferding, Breitscheid et Crispin pour le « gouvernement purement socialiste », ou bien de s'engager avec les masses d'une façon franche et sans détours dans la voie du communisme. A mesure que les temps se compliquent et que les conflits se répètent, le parti communiste a pour devoir de se mettre à la tête des masses, d'une façon décisive et précise, et de leur donner par un programme adopté à l'heure présente l'impulsion nécessaire. Les temps font prévoir la tempête : il faut que celle-ci trouve les masses du prolétariat absolument armées, avec l'idée fixe de subsister.

Le parti communiste peut tranquillement répondre par le mot superbe du grand italien, mot que Karl Marx a placé en tête de son « Kapital » : *Segui il tuo corso e lascia dir la gente* » ou « va ton chemin et laisse les gens causer ». Effectivement ! A plusieurs points de vue il vaut mieux pour le parti communiste qu'il soit plutôt sous-estimé que surfait. La puissance et l'efficacité du parti communiste ne sont nullement diminuées par les agissements des journalistes et

des politiciens professionnels qui ne voient en les communistes qu'un « petit parti » derrière la social-démocratie indépendante, à une époque où toute la vie politique ne consiste plus qu'en un marchandage parlementaire pour la prise du pouvoir, et qui n'est dominée que par le souci des « grands partis » de s'assurer quelques portefeuilles ou des postes dans l'administration. Le parti communiste, fidèle à ses principes, méprise tous ces marchandages, ne cherche pas à trouver dans le Parlement un champ d'activité, mais uniquement dans les masses de la classe ouvrière. Il peut profiter du temps pour consolider l'influence qu'il a acquise dans ces masses, l'étendre et l'approfondir afin de compléter l'édifice de son action organisatrice, bref, afin de remplir le devoir qui lui incombe, puisqu'il se trouve à la tête de la révolution prolétarienne.

Les deux mandats que les communistes se sont vu attribuer par les voix de plus de 440.000 électeurs montrent d'une façon éclatante, combien sont fondées les louanges à l'adresse du système électoral de « la plus parfaite démocratie ». Grâce aux prescriptions en vigueur concernant ce qu'on appelle les « restes », la Ligue des paysans bavarois obtient quatre mandats bien qu'elle n'ait même pas réuni la moitié des suffrages obtenus par le parti communiste. Quant aux Guelfes, dont le nombre des électeurs est inférieur de près de 150.000 à ceux qui ont voté pour nous, ils entrent au Reichstag avec cinq représentants. Le parti communiste réunit à lui seul plus de « voix de reste » que tous les autres partis ensemble. Bref c'est d'une façon raffinée qu'on a fait contre nous le décompte des restes. Qu'importe ! Le parti communiste n'a pas affronté la lutte électorale dans le but de capter des mandats, mais simplement pour éveiller dans le prolétariat l'esprit révolutionnaire. D'ailleurs l'injustice causée par la loi arithmétique du scrutin se tournera finalement contre le parlement, qui doit se défendre contre les attaques de tous ceux qui en ont souffert.

Clara ZETKIN.

Communisme et Parlementarisme

Le Régime des Soviets, après avoir tenté d'utiliser le parlementarisme, en convoquant la Constituante après la révolution victorieuse d'octobre-novembre 1917, finit par se dresser résolument contre le système parlementaire bourgeois. Le soviétisme est antiparlementaire, mais rien ne prouve autant l'absence de tout dogmatisme — produit de la paresse de la pensée et de la défaillance de la volonté — que l'attitude des Communistes russes vis-à-vis de l'action parlementaire.

On sait que les libertaires s'étaient fait une spécialité de combattre le parlementarisme. Ils s'intitulent même souvent antiparlementaires tout court. Témoins de l'ignoble cuisine électorale des arrivistes de toute couleur et de toute grandeur, ils dénonçaient inlassablement toute action parlementaire sans se préoccuper des contingences, des situations spéciales des différents pays et des circonstances du temps. Leur manière de raisonner est plus ou moins abstraite. Ce sont, pour la plupart, des métaphysiciens, c'est-à-dire des hommes qui raisonnent en dehors des rapports du temps et de l'espace. Tellé n'est pas la critique antiparlementaire des Communistes qui sont des réalistes ne rejetant *a priori* aucun moyen d'action susceptible de hâter la chute du Capitalisme.

Ils traitent le parlementarisme comme ils traitent l'Etat. Au lieu d'attaquer l'Etat *en soi*, ils déclarent la guerre à l'Etat capitaliste qui ne vit que de l'exploitation de la majorité productrice par la minorité plus ou moins oisive. Au lieu de perdre leur temps à maudire l'Etat — ce qui ne l'empêche pas de se maintenir et de nous opprimer — ils commencent par comprendre son caractère historique ou provisoire. Ils constatent également que l'Etat est une arme extrêmement puissante. Et il s'agit pour la classe ouvrière

de s'emparer de cette arme pour la diriger contre ses ennemis de classe au lieu de leur permettre de s'en servir contre elle. Mieux vaut tenir cette arme dans ses mains que de l'avoir enfoncée dans son dos. La mainmise du prolétariat révolutionnaire sur l'arme de l'Etat s'appelle précisément *dictature prolétarienne*. *Nier purement et simplement l'Etat en se déclarant antiétatique, c'est désarmer le prolétariat et armer la classe capitaliste*. Pour détruire l'Etat comme instrument d'oppression, il faut commencer par s'en emparer — révolutionnairement sous la direction décisive du prolétariat.

Le Parlement tout en étant une institution d'Etat n'a pas la même valeur créatrice ou destructrice que l'Etat lui-même. C'est avant tout un appareil d'enregistrement. Il enregistre les décisions d'une classe armée et socialement dominante. Il vaut ce que vaut la classe qui s'abrite derrière lui. S'il y a contradiction entre le Parlement et la classe qui l'a mis au monde, il suffit de quelques grenadiers, « une opération de police un peu rude » pour le réduire à néant. L'histoire des parlements dissous, depuis l'époque de Cromwell jusqu'à la dissolution de la Constituante par quelques matelots armés, illustre la fragilité parlementaire. Voilà pourquoi la conquête du parlement n'a pas la même importance que la conquête de l'Etat, instrument d'oppression et de domination de classe pour les capitalistes, arme d'émancipation et instrument de transformation pour les prolétaires organisés. La conquête du Parlement est en tout cas secondaire. Les majorités parlementaires désarmées ne comptent pas en face des minorités puissamment armées.

Mais le Parlement n'est pas seulement un appareil d'enregistrement. Il est aussi un club de discussion, un porte-voix d'une puissance incomparable, un instrument d'agitation et de propagande. Dans aucun pays, aux temps du tsarisme, le Parlement n'a aussi bien servi la propagande et l'organisation socialiste qu'en Russie. Le gouvernement fut obligé, à maintes reprises, de dissoudre le Parlement russe

pour mettre fin à cette agitation parlementaire en envoyant les parlementaires socialistes prêcher leurs idées dans les vastes déserts de la Sibérie orientale.

Rien d'étonnant si Lénine dans son livre : *La Maladie infantile du Communisme* prend énergiquement la défense du *moyen parlementaire*, comme moyen de propagande et d'agitation. Il se lève contre l'antiparlementarisme des anarchistes syndicalistes, des camarades allemands du *Parti ouvrier communiste* (K. A. P. D.) et des groupements communistes anglais.

Mais en même temps, Zinoviev, le président de l'*Internationale Communiste* déclare que cette question d'importance moins que secondaire, ne doit pas donner lieu, entre communistes à des *scissions*. Cela paraît contradictoire. Nous essayerons de démontrer dans ce qui suit qu'il n'en est rien, par l'analyse des conditions de la lutte parlementaire dans des différents pays.

**

Pourquoi Lénine combat-il l'antiparlementarisme? Parce que son réalisme marxiste lui interdit d'envisager les choses *in abstracto* ou, comme disent les philosophes, *sub specie aeternitatis*, une fois pour toutes, en dehors de l'espace et du temps. Mais la même méthode réaliste et dialectique nous fait un devoir d'examiner la valeur de l'action parlementaire *hic et nunc*, aux époques et dans des pays déterminés. Si, sous le tsarisme, l'arme parlementaire a pu porter des blessures profondes au régime du knout, il ne s'ensuit nullement, qu'en Occident, à notre époque révolutionnaire, l'action parlementaire ait la même valeur.

Constatons tout d'abord que le parlementarisme perd toute raison d'être après la révolution prolétarienne. Il doit céder sa place au régime supérieur de l'*Administration des producteurs par les producteurs eux-mêmes, régime auquel tendent les Soviets*. C'est le Régime de l'Administration directe déterminée non par les intérêts des classes privi-

légées, mais par les nécessités inéluctables des fonctions sociales sans lesquelles l'existence est impossible.

Mais même, *avant* la Révolution prolétarienne, l'action parlementaire a des limites qu'il est utile de fixer. Ces limites réduisent souvent sa valeur révolutionnaire à des proportions minimales sinon à zéro. Elles sont fixées par le mécanisme même de l'action parlementaire. Examinons ce mécanisme de près.

La lutte parlementaire commence par la *désignation* des candidats, se *continue* par l'*agitation électorale* pour aboutir à l'*action législative ou critique* dans l'enceinte du parlement. Etudions un peu ces trois étapes de l'action parlementaire. La désignation des candidats ! Ceux qui suivent dans la pratique ce premier acte du jeu parlementaire savent combien minime y est la part révolutionnaire. Sans parler même des ambitions inavouables, des manœuvres cyniques, de véritables comédies de désintéressement, des intrigues savantes et compliquées des *candidats à la candidature* qui ont pour unique objet d'évincer un rival dangereux quelle que soit sa valeur personnelle et sociale, il est de notoriété publique que seuls ont chance d'être désignés comme candidats, *même par les sections les plus révolutionnaires*, ceux qui donnent des garanties de nombre, c'est-à-dire qui sont susceptibles de réunir sur leur nom le plus grand nombre d'électeurs inconscients. Ce n'est pas l'élite consciente et révolutionnaire qui détermine le choix du candidat, mais la masse inconsciente. Si les élections se font par listes, les sections les plus révolutionnaires mettent à la tête des listes les candidats les plus modérés pour attirer l'électeur inconscient qui fait nombre. Rien de plus naturel. Dans toute lutte, on cherche à vaincre. Et dans la lutte électorale, c'est le nombre qui assure le succès. Et l'on sacrifie les principes au succès électoral, la qualité du candidat à la quantité des voix. Les bulletins ne se présentent pas, mais se comptent. Et il vaut mieux, au point de vue succès électoral, avoir dix électeurs imbéciles qu'un seul électeur intelligent.

D'ailleurs les classes dominantes s'arrangent toujours, par de véritables escroqueries, par la division artificielle des circonscriptions, pour avantager l'électeur antisocialiste ou même l'électeur socialiste modéré ou dissident.

— Passons au deuxième acte de la comédie parlementaire. Le candidat est désigné. La « bataille » commence. Mais il n'y a pas de bataille sans « canons et munitions ». Il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Il faut des salles pour des réunions, du papier pour les affiches et les tracts, pour les appels et les bulletins. Le révolutionnaire en est généralement privé. Dans les élections par listes, les candidats modérés et opportunistes, pour la plupart des gens aisés, même dans le Parti socialiste, profitent le plus souvent de leurs ressources pour mettre en état d'infériorité leurs « colistiers » révolutionnaires. Les Comités électoraux, escomptant le succès probable des candidats modérés, leur facilitent — souvent d'une façon scandaleuse — l'accès des salles, leur donnent de multiples occasions de se montrer au public et de se faire entendre. Le révolutionnaire un peu honteux de la comédie qu'on lui fait jouer, n'insiste pas. Dans une lutte de ruses subalternes, de crocs-en-jambe et de jiu-jitsu électoral, il est le moins adapté, en un mot la dupe. Des malins, par voie d'allusions, par des pronostics intéressés, et parfois par une propagande directe et clandestine, cherchent à diminuer les chances du candidat révolutionnaire. La presse bourgeoise et capitaliste se fait l'auxiliaire du candidat socialiste modéré qui, dans sa campagne électorale, se garde bien de scandaliser le troupeau électoral, par des déclarations révolutionnaires. Résultat : le candidat révolutionnaire arrive bon dernier. Mieux encore. Dans le système des listes, il a fait voter ses amis révolutionnaires pour le modéré, tandis que celui-ci n'a pas fait donner des voix ultra-modérées au candidat révolutionnaire. On peut s'en convaincre en étudiant la composition des groupes parlementaires *socialistes* dans tous les parlements du monde entier. Partout les opportunistes forment la grosse majo-

rité, dans certains cas même l'unanimité (le 4 août 1914, en France).

..

Et voici le couronnement de la lutte électorale, l'acte final. Le candidat modéré — sauf exception confirmant la règle — est élu. Il entre triomphalement, aux chants de l'*Internationale*, au Parlement. Le Parlement est une sorte de société qui forme un milieu spécial. Pour y évoluer, il faut subir la loi de ce milieu. C'est la bourgeoisie qui y domine. L'élu socialiste s'y trouve comme dépaysé. La loi première de ce milieu demande une obstruction impitoyable, dirigée contre des « indésirables » à la tribune de la Chambre et une camaraderie charmante dans les couloirs. Le député « socialiste » en est inévitablement la victime. Sauf les cas évidemment rares d'un talent exceptionnel, comme celui de Jaurès ou de Jules Guesde, l'orateur socialiste n'arrive pas à se faire entendre s'il ne s'adapte pas à l'auditoire bourgeois. S'il persévère, malgré les cris obstructionnistes les plus variés, la salle des séances se vide comme par enchantement, et le malheureux député de l'« extrême-gauche » est condamné à haranguer les banquettes vides.

Dans les couloirs l'intrus socialiste cherche à prouver à ses aimables collègues qu'il est un homme bien élevé, nullement « sauvage ». Et il est un peu flatté, souvent séduit par une familiarité souriante de ces Messieurs qui, souvent, occupent des situations des plus enviables. Des amitiés se contractent entre adversaires de classe. La combativité s'émousse. Parfois même des relations s'établissent qui aboutissent à la dissidence et aux mœurs qui font surgir, de temps en temps, au Parlement, de grands et de petits « Panama ».

Il y a mieux. Une fois élu, le député « regarde » avant tout sa circonscription. Il la considère comme son fief et pense surtout à sa réélection. Pour ne pas perdre l'appoint révolutionnaire, il fait quelques concessions de forme aux éléments intransigeants. Il s'efface et ne prend pas position

dans les conflits et les discussions de Parti et de « tendance » : il est « centriste » ou « reconstruteur ». Mais sa grande préoccupation, c'est « la masse » électorale. Pour retenir cette masse inconsciente, il fait des commissions et des démarches dans les ministères, écrit d'innombrables lettres aux grandes Administrations. Et s'il est franc, il déclare carrément : « je suis un socialiste député, mais pas député socialiste ». En effet, ses électeurs sont, pour la plupart, étrangers au socialisme. Et il ne fait rien pour les convertir aux idées socialistes. Au contraire. Il cherche, le plus souvent, à immuniser sa circonscription contre toute propagande venant du dehors, même contre celle de son propre Parti car, sciemment ou inconsciemment, il tient à rester l'autorité morale dominante de l'endroit. S'il était un ardent propagandiste avant l'entrée au Parlement, il s'« éteint » peu à peu. Il considère son élection comme une juste récompense pour son effort de militant et ne demande qu'une seule chose : consolider sa situation électorale et parlementaire. Ainsi le *moyen parlementaire*, au lieu d'accroître la force de propagande du Parti, l'affaiblit sensiblement... Et l'on est obligé de constater chez l'« Elu » une hostilité sourde difficilement contenue contre « les braillards » de sa Fédération, c'est-à-dire contre les éléments révolutionnaires, qui exigent de l'élu socialiste une activité socialiste.

Résultat : dans tous les Parlements, les groupes parlementaires socialistes forment une opposition plus ou moins occulte, plus ou moins active au Parti, surtout si le Parti a adopté une tactique révolutionnaire. *La Révolution mondiale doit compter de moins en moins sur les groupes parlementaires socialistes.* Heureux encore le Parti qui ne sera pas combattu, dans son action révolutionnaire, par son *Groupe parlementaire*, dans sa majorité !

Zinoviev avait donc raison de déclarer que les discussions sur la valeur de l'action parlementaire ne doivent pas donner lieu à des divisions entre communistes. En effet, pendant les dernières élections législatives en France, les partisans du *Comité de la III^e Internationale*, tout en ayant des opi-

nions différentes sur l'opportunité de la participation des communistes aux élections et sans aucun mot d'ordre des amis de Moscou, ont spontanément considéré cette diversité d'opinion comme très peu importante. Aucune discussion sérieuse n'eut lieu, à ce sujet, entre les adhérents du Comité...

Mais ce qui diminue tout particulièrement l'importance du *moyen parlementaire*, c'est l'imminence de la lutte révolutionnaire qui doit absorber toute l'attention des organisations sincèrement communistes. La révolution est une question de peu d'années ou, dans certains pays, de mois. Il est donc singulièrement oiseux de nous diviser à propos des vétilles... parlementaires. Utilisons certaines forces parlementaires qui sont favorables à notre *préparation révolutionnaire*, mais ne faisons pas l'honneur aux opportunistes parlementaires d'exagérer par des discussions passionnées, leur utilité ou même leur malfaisance. En pleine période révolutionnaire, notre action appartient à la propagande et à l'organisation révolutionnaires. Tout pour la Révolution, et rien que pour la Révolution !

CHARLES RAPPOPORT.

Chronique Internationale

EN ITALIE (1)

Avril 1920.

Le fait capital dans le mouvement social de ce dernier mois en Italie, c'est le progrès de la propagande anarchiste parmi les masses. Les membres du P.S. de là-bas n'ont pas craint de faire eux-mêmes publiquement cette constatation car, se sentant forts et actifs, ils n'éprouvent pas le besoin de se cacher peureusement la vérité quand elle n'est pas conforme à leurs désirs.

Le député Prampolini, l'un des plus vieux militants du parti et l'un des leaders de la fraction la plus modérée, a écrit un article assez pessimiste constatant que tous marchent dans les ténèbres, où les porte la fatalité, qu'il est impossible de dire qui a raison dans les questions de tactique, et qu'en fin de compte ce seront les masses qui décideront : « elles iront où les portent leur instinct, et à mon avis, en Italie, elles vont maintenant rapidement vers les anarchistes. »

A l'autre extrémité du parti, l'*Ordine nuovo*, l'intéressante revue hebdomadaire de culture socialiste de Turin, fait la même constatation et elle attribue le fait à la prépondérance que tendent à reprendre dans le Parti Socialiste les opportunistes et les réformistes, à cause notamment de l'alliance du parti avec la C. G. T. où ces éléments prédominent :

« Et c'est ainsi que le P. S. I. perd chaque jour un peu plus
« de sa force et de son pouvoir d'organisation des masses, c'est
« ainsi que le Congrès anarchiste de Bologne a eu tant d'importance pour les masses prolétariennes ; c'est ainsi que, si les
« groupes communistes du parti ne réagissent pas énergiquement, le parti finira par perdre tout contrôle sur les masses...
« Il manque au parti une organisation révolutionnaire qui
« s'adapte à la configuration des masses prolétariennes dans les
« fabriques, dans les casernes, dans les bureaux et qui soit
« capable d'encadrer les masses à chaque soubresaut révolutionnaire. Le parti consacre dans ses assemblées qui se réunissent irrégulièrement et ne peuvent contrôler efficacement

(1) N. D. L. R. — La Chronique italienne nous arrive avec retard, mais en face des événements actuels, elle garde tout son intérêt.

« l'action des chefs syndicalistes, l'aspect d'un parti purement
« parlementaire, qui a peur de l'action directe parce qu'elle est
« pleine d'imprévu, et qui est contraint chaque jour davantage
« de faire des pas en arrière et de permettre la réapparition du
« plus plat réformiste et de la plus sottise propagande collabora-
« tionniste. »

Pour Prampolini, le mal vient au contraire de l'affluence, dans
les organisations socialistes et prolétariennes, des « socialistes
de guerre », anciens combattants et jeunes gens qui manquent
de doctrine, mettent tout leur espoir dans les miracles d'une
révolution prochaine et « sont par rapport au socialisme marxiste
ce que sont les anciennes diligences comparées aux chemins de
fer ».

Le congrès de l'*Union anarchiste italienne*, qui a eu lieu à
Bologne dans les premiers jours de juillet et a réuni près de
trois cents congressistes représentant plus de deux cents grou-
pements avec des effectifs trois fois plus grands que l'année
dernière, a pris sur différentes questions d'un intérêt général
actuel des décisions qu'il est intéressant de signaler.

Sur le « front révolutionnaire unique » :

« Le Congrès approuve et conseille, en dehors des partis et
« des organisations existants, la formation, dans les différentes
« localités, de noyaux locaux d'action entre tous les éléments
« qui s'engagent, à la première occasion prévue ou prévisible,
« sur le terrain des faits pour abattre, par tous les moyens, les
« institutions actuelles. »

Sur les organisations de résistance :

« Conseille de favoriser l'action de l'*Union syndicale italienne*
« tant qu'elle restera sur le terrain de l'action révolutionnaire
« et antiétatiste, soit en y adhérant, soit (où ce n'est pas pos-
« sible à cause de nécessités locales et pour ne pas créer de
« scissions nuisibles) en unissant, en groupes ou comités d'ac-
« tion directe pour l'opposition au réformisme, tous les éléments
« révolutionnaires adhérant encore, pour les nécessités susdites
« à d'autres organisations... »

L'U. S. I., dont Borghi est secrétaire, est, comme l'on sait,
un ensemble de groupements ouvriers beaucoup moins nom-
breux mais de tendances beaucoup plus avancées que la C.G.T.
italienne.

Sur les conseils de fabrique :

« Le Congrès... considère les conseils de fabrique comme des
« organismes propres à encadrer, en prévision de la révolution,
« tous les producteurs manuels et intellectuels à l'endroit même
« où ils travaillent et aux fins des principes communistes anar-
« chistes, organismes absolument antiétatistes et noyaux possibles

« de la future gestion de la production industrielle et agricole. »

« Le Congrès proteste contre la tentative antiunitaire, anta-
« goniste et tendant à étouffer l'initiative des masses, faite par
« les réformistes confédérés de Milan et d'ailleurs, qui ont exclu
« du droit de vote non seulement les non-organisés, mais même
« les ouvriers organisés appartenant à l'Union syndicale ita-
« lienne, invite les anarchistes à empêcher par une action éner-
« gique et résolue cet attentat réformiste à l'essence vitale des
« Conseils et à leur unité révolutionnaire. »

On sait que cette question de l'admission des non-organisés
est l'une des plus controversées au sein des organisations socia-
listes.

En ce qui concerne la Troisième Internationale, le Congrès est
resté dans l'expectative. Il y a vu « plutôt une tendance et un
désir que quelque chose de réellement existant ». Les commu-
nistes anarchistes ont décidé d'attendre d'être mieux éclairés et
ils se méfient parce que tout ce que l'on sait fait croire « que la
III^e Internationale s'inspire des idées autoritaires et de la tac-
tique exclusiviste des communistes autoritaires et électoraux ».

L'influence personnelle de Malatesta entre assurément pour
une bonne part dans le succès actuel des anarchistes : sa haute
probité, son dévouement à la cause, son désintéressement entier
qui ne se sont jamais démentis dans une carrière longue de
près d'un demi-siècle, son extrême bonté, la simplicité de son
attitude et de son langage, la clarté de son esprit le rendent
éminemment sympathique aux foules. Ce n'est pas un « politi-
cien » et le peuple le sent et lui en sait gré. Le quotidien *Uma-
nità Nova*, qu'il a fondé il y a cinq mois avec quelques amis
et grâce aux souscriptions d'une foule de travailleurs italiens
d'Europe et d'Amérique et dont le tirage atteint 40.000 exem-
plaires, est unique en son genre, en ce sens que ce n'est pas un
organe d'information, mais uniquement un organe de propa-
gande et de réflexion au jour le jour sur les événements.

Le ton de Malatesta, bien que très ferme, est plutôt conciliant :
il préconise l'unité du front révolutionnaire, c'est-à-dire l'al-
liance entre tous ceux qui veulent abolir immédiatement le
désordre capitaliste et tenter sans retard la reconstruction de
la société sur les bases communistes. Cette alliance n'implique-
rait pas le renoncement de chaque fraction à ses idées construc-
tives propres. Elle comprendrait tous les éléments maximalistes
du P. S., tous ceux qui ont souscrit aux décisions du Congrès
de Bologne et veulent sérieusement les appliquer, mais elle ex-
clurait les réformistes et les collaborationnistes ; elle exclurait

notamment la plupart des dirigeants de la C.G.T., qui tendent à ralentir l'action générale des socialistes et qui ont récemment empêché la réunion de la Conférence de Gênes, où des délégués de toutes les fractions du mouvement socialiste politique et ouvrier doivent se rencontrer pour délibérer en commun sur les mesures à prendre contre la réaction bourgeoise et pour la Russie des Soviets. La nouvelle de cette manœuvre d'obstruction, parvenue au Congrès de l'Union anarchiste au début de ses délibérations a été pour une bonne part dans l'attitude hostile qui se manifeste dans plusieurs de ses ordres du jour.

Dans le P. S. on est divisé sur cette question du « front unique » : d'après les articles parus dans l'*Avanti!* les uns en sont partisans et trouvent même que la chose va de soi, d'autre la critiquent au nom de la discipline des masses et de l'esprit de parti ; ils reprochent à Malatesta et aux siens de vouloir suivre aveuglément les impulsions des masses.

Serrati, qui a passé ces deux derniers mois en Russie, ne s'est pas encore prononcé sur cette question : mais on sait, par des articles antérieurs, qu'il estime que les socialistes sont séparés de tous les partis bourgeois par un fossé infranchissable, tandis que ce ne sont guère que des questions de tactique qui les séparent des communistes anarchistes.

Tous les « maximalistes », c'est-à-dire la grande majorité du parti, tendent à prendre le nom de communistes et par là à marquer dans une certaine mesure la communauté de principe avec les anarchistes non individualistes.

.

Je dois mettre en garde, d'une manière générale le lecteur français contre une confusion qui pourrait dériver de l'emploi de termes identiques appliqués au mouvement social en Italie et en France. On se méprendrait complètement si l'on confondait l'aile droite du P. S. italien avec l'aile droite du P. S. français, la C. G. T. de là-bas avec celle d'ici et si l'on mettait Turati sur le même niveau que Renaudel ou Thomas.

Par suite de leurs attitudes opposées pendant la guerre, les deux partis socialistes ont fait un chemin considérable en sens contraire, l'italien a avancé d'autant que le français reculait. On pourrait dire, en simplifiant un peu les choses, qu'aujourd'hui le P. S. I. commence où le P. S. français finit : Turati n'a jamais cessé de se réclamer de l'action et des principes de Zimmerwald, Brizon et ses collègues n'ont rallié le mouvement qu'à Kienthal. La gauche du P. S. I. (Serrati) n'a pas d'équiva-

lent en France et nécessairement l'extrême-gauche (les Turinois de l'*Ordine nuovo* et les abstentionnistes dont Bordiga est le leader) en a moins encore.

La C. G. T. italienne est beaucoup moins avancée que le P. S. italien, mais elle l'est plus que le P. S. français, comme on en peut juger par cet extrait de son organe *Battaglie sindacali* qui apprécie ainsi dans son numéro du 26 juin l'attitude du P. S. français à la suite de l'arrestation de Monatte et des autres militants impliqués dans l'affaire du grand complot :

« Le P. S. a tenu jusqu'ici deux (nous disons 2) réunions de « protestation à Paris où il y a plusieurs millions d'habitants et « des centaines de milliers d'ouvriers. Les Syndicats n'ont pas « encore fait autre chose qu'une souscription pour les victimes... « A la Chambre des députés il n'y a pas encore eu jusqu'aujourd'hui d'interpellation socialiste sur la politique intérieure. On « discute pacifiquement le budget. Et le journal, le plus grand « organe du socialisme et du mouvement ouvrier français, continue à remplir abondamment l'espace disponible avec le roman à sensation et la chronique sportive, auxquels il a ajouté « — précisément de ces temps-ci — les nouvelles patriotiques « sur la Marseillaise et les Contes de Fées (nous sommes idylliques à ce point !) pour l'édification et l'éducation révolutionnaire des masses laborieuses.

« Pauvre France prolétarienne ! »

Autre fait caractéristique : c'est la *Vie Ouvrière* qui a publié ici, pour faire pièce à Jonhaux, le rapport de Baldesi, délégué de la C. G. T. italienne, sur la Conférence du travail à Washington. Or ce Baldesi, qui critique comme trop conservatrice et nationaliste l'attitude des délégués de la C. G. T. française, est considéré lui-même comme un « réformiste » dans le mouvement ouvrier italien.

Jacques MESNIL.

.

AUX ETATS-UNIS

Bien que le A. S. P. (Parti Socialiste Américain) ait voté l'adhésion à la III^e Internationale, sous certaines réserves, ce serait une erreur que de considérer ce parti comme une force révolutionnaire. Les éléments révolutionnaires du pays ont organisé dernièrement aux Etats-Unis le « Parti Communiste d'Amérique », comprenant le « Communist Labor Party » et les éléments purifiés du « Parti Communiste ». Ce parti a décidé de

demeurer une organisation secrète et occulte et considère comme une simple perte de temps de s'intéresser au terrain politique et de nommer des candidats pour les postes parlementaires bourgeois.

Le parti a décidé d'entreprendre son action sur l'avis des leaders de la III^e Internationale de Moscou, qui estime que la situation des éléments révolutionnaires en Amérique est analogue à celle des pionniers de la Révolution en Russie, avant la chute du tsarisme. Comme en Russie, le gouvernement américain a récemment annoncé que le « Communist Labor Party » était une organisation légale, mais on n'a aucune garantie que cet avis ne soit pas un piège destiné à tromper les éléments révolutionnaires et à les faire se découvrir pour devenir ensuite la proie de la répression gouvernementale.

Les leaders communistes n'ont pas voulu risquer la chance et ont décidé de sacrifier le bénéfice d'une organisation ouverte afin d'exercer leur propagande avec plus de sécurité. Ils ont atteint actuellement le chiffre de 98.000 adhérents au nouveau « Parti Communiste Unifié », tandis que le « Parti Socialiste » légal a vu diminuer le nombre de ses membres. L'unique avantage du « Parti Socialiste » consiste dans le nombre de sympathisants qu'il est susceptible de recruter au moment des élections. Ces sympathisants n'ont aucun rapport avec les membres cotisants et, tout en aidant à répandre la doctrine socialiste parmi le peuple, ils ne contribuent pas actuellement à l'organisation d'un corps de militants révolutionnaires entraînés.

Il semble ne pas y avoir de doute, d'après les dernières informations des milieux révolutionnaires américains, que Louis C. Fraina, le secrétaire international du Parti Socialiste communiste, était à la solde du département de la Justice américaine. La manœuvre de l'attorney général, Palmer, depuis plus d'un an, a été de diviser et de conquérir les forces révolutionnaires, en usant sans scrupule d'agents provocateurs. La bassesse des moyens de lutte employés par le capitalisme américain est démontrée par le choix du renégat Quaker pour briser les reins au prolétariat révolutionnaire ; cet homme trahit ses principes pacifistes les plus sacrés et acquiesça à l'entrée des Etats-Unis dans la guerre uniquement parce que l'appel du capitalisme fut pour lui plus déterminant que celui de sa conscience.

La division des éléments originaires de l'aile gauche du « Parti Socialiste » en un « Parti Communiste » et le « Communist Labor Party » correspond *grosso modo* aux éléments prolétariens étrangers, que le gouvernement pouvait persécuter à

son aise et aux révolutionnaires de sang américain, qu'en raison de leur qualité de citoyens, de leur éducation et souvent de leurs hautes relations de famille, il n'était pas aussi facile de jeter en prison. Ce dernier groupe n'était qu'un corps de militants qui, sans troupes derrière eux, furent réduits à une impuissance relative.

C'est ainsi que tous les membres du « Parti Communiste d'Amérique », comprenant les vieilles fédérations slaves du « Parti Socialiste » furent mis hors la loi. Des milliers ont moisé en prison ; des milliers ont été déportés et, sans la tempête d'indignation soulevée parmi les libéraux non-socialistes d'Amérique, tous auraient été emprisonnés. Fraina a dû bien s'acquitter de sa tâche, car en organisant le « Parti Communiste d'Amérique », il a aujourd'hui trahi et livré à leurs pires ennemis ceux qui lui avaient fait confiance et qui, récemment arrivés en Amérique, étant ignorants des formalités de la loi, s'offraient particulièrement à la vengeance capitaliste.

Le nouveau « Parti Communiste Unifié » est organisé sans distinction entre Américains et étrangers de naissance et c'est de cette union entre les deux éléments que lui vient sa plus grande force, l'un apportant des cœurs ulcérés par la souffrance et l'autre les meilleures traditions de l'idéalisme révolutionnaire américain.

B. G.

Revue de Politique Internationale

En dehors de la Russie Communiste, toujours au centre des événements, deux pays se partagent actuellement l'attention du monde : la Pologne réactionnaire et l'Italie révolutionnaire. Profitant de quelques fautes stratégiques de l'Armée rouge avançant d'un pas trop pressé sur Varsovie, l'Armée blanche de la Pologne contre-révolutionnaire a détourné de Varsovie les troupes révolutionnaires. Les conséquences politiques en sont plus importantes que les conséquences militaires. L'Armée rouge occupe toujours une bonne partie de la Pologne. La Russie est nettoyée de la soldatesque polonaise, à la solde du capital mondial. Mais Varsovie a échappé bel et bien à l'étreinte des troupes révolutionnaires. La prise de Varsovie aurait certainement déchainé la Révolution sociale en Pologne, avec des répercussions inévitables en Allemagne et dans d'autres pays.

Déjà les bourgeoisies qui dominent et exploitent le monde — celles de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis — se préparaient à la lutte suprême ou — à la retraite en bon ordre. Avec son cynisme habituel, M. Lloyd George lâchait précipitamment la Pologne qu'il croyait vaincue. Il l'a même assimilée à l'Allemagne, cette autre vaincue, en exigeant pour elle, la Bible à la main, une punition exemplaire pour son agression contre la Russie soviétique. *Le Temps*, organe officieux de M. Millerand-Tête de Bois, a prévenu ses lecteurs, par l'organe de M. Herbette (jadis à *l'Echo de Paris*, organe des jésuites bottés), que tout dépendait du sort de Varsovie. Si la capitale polonaise est prise, on « causera » avec les Bolcheviks. On les déclarera dignes d'entrer dans cet honnête Conseil des puissances victorieuses, syndicat du Droit, de la Justice et de la Civilisation.

Mais les Bolcheviks n'ont pas pris Varsovie. Et les voilà redevenus barbares, cannibales, bons à rien. C'est la quantité de munitions qui détermine, chez nos nobles puissances, le degré de civilisation. Lloyd George s'empressa, avec la célérité d'un lièvre, de se renier. L'agression polonaise contre la Russie communiste fut oubliée. Des notes menaçantes furent adressées au gouvernement des Soviets. Les conditions russes estampillées et approuvées publiquement par le Premier anglais furent déclarées exorbitantes. Jamais un homme d'Etat ne se montra aussi perfide et aussi impudent, se rétractant dans l'espace de quelques

jours !... Kamenev dut reprendre le chemin de Moscou. Seul, Krassine est autorisé à rester à Londres. *Business is business*. On ne sait jamais, on gagnera peut-être quelque argent avec « les cannibales » de Moscou. L'argent justifie tout.

Quant à Millerand-Tête de Bois, sa politique est bien simple : il est à la disposition de la réaction mondiale et des jésuites de France. Il ne cédera jamais. Il suffit qu'un pays soit en révolution pour qu'il arme contre lui. Il suffit également que le pouvoir passe quelque part à la réaction la plus noire, pour qu'il offre immédiatement aux réacteurs triomphants une alliance à vie. Il lie partie avec le bourreau de la Hongrie, du jour où celui-ci songe à rétablir la royauté. Millerand, qui ne peut pas pardonner à Lénine de n'avoir pas trahi son programme, a retourné le conseil du *Manifeste Communiste*, dont il glorifiait autrefois les idées. Au lieu de : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous », il lit : « Réactionnaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les affaires de Millerand-Tête de Bois vont de plus en plus mal. Son cher Baron Wrangel est battu par l'Armée rouge. Notre cher ami et allié n'aura bientôt plus sous son « pouvoir » qu'un espace de terre large comme un arrondissement du département de Seine-et-Oise. Les milliards envoyés en Russie, pour écraser la Russie, rejoindront les milliards confiés au tsar pour écraser les Révolutionnaires de 1905.

Pendant ce temps, le déficit augmente, la faillite inévitable se rapproche. Les usuriers américains deviennent d'une exigence insupportable, et prêtent à la France, ex-banquier du monde, à un taux scandaleux. Le dollar monte avec une vitesse effrayante. Le franc dégringolé. Le pain devient plus cher. Le chômage se développe.

Pour se consoler, Millerand-Tête de Bois voyage. Il cherche à gagner à la réaction échevelée le gouvernement italien. En face du lac du Bourget, célèbre par Lamartine, auteur de la *Marseillaise de la Paix*, il fait des efforts surhumains pour gagner Giolitti à la guerre exterminatrice contre la Russie communiste. Giolitti reste inébranlable et garde sa « liberté d'action ». Ce n'est pas la mauvaise volonté qui manque au vieux renard qui déteste la Révolution non moins que Millerand-Tête de Bois, mais Giolitti se souvient qu'il y a une classe ouvrière révolutionnaire en Italie et qu'il n'a à sa disposition ni le citoyen Jouhaux, ni le citoyen Merrheim, ni le mirifique projet de Conseil Economique, composé par les salariés du *Temps*. Il n'a pas les mains libres. D'où « la liberté d'action » envers les Soviets... Millerand-Tête de Bois reste seul avec son cher Baron Wrangel en fuite devant l'Armée rouge bolcheviste.

On ignore généralement, en Europe, que le Baron Wrangel ne gouverne pas seul une millionième partie de la Russie. En dehors de Millerand-Tête de Bois, il a à sa disposition, comme ministre des Affaires étrangères, le « révisionniste » Pierre Struve, l'auteur d'une sorte de programme de Saint-Mandé, à l'usage de la social-démocratie russe de la fin du XIX^e siècle. Pierre Struve renia le marxisme, dont il se glorifiait d'être un des maîtres. Décidément, pour sauver le régime en détresse, une véritable *Internationale des Renégats* est actuellement à l'œuvre. Sans cette « Internationale », le capitalisme aurait depuis longtemps vécu. Ce Pierre Struve, actuellement au service d'un larbin du tsar, est doué d'une perspicacité politique extraordinaire. Quelques jours avant la Révolution de 1905, il invoquait devant moi tous les dieux de sa foi opportuniste pour soutenir qu'une révolution en Russie est une chose impossible. « Jamais le peuple russe, m'affirma-t-il mordicus, ne se soulèvera contre le tsar !... » Quelques jours après, il prononça à Pétrograd un toast en l'honneur de la Révolution victorieuse. Et tous ces hommes paraded sur la scène politique, jonglent avec des milliards et des vies françaises, jouent aux sauveurs de la civilisation. Quelle honte ! Quelle misère !

Heureusement, la conscience ouvrière se réveille un peu partout. Il ne se passe pas de mois sans que nous n'ayons à signaler de nouveaux mouvements populaires. La classe ouvrière en Angleterre, mise en face du danger d'une nouvelle guerre européenne, se souleva menaçante contre la politique de son gouvernement. Il faut rendre justice aux prolétaires anglais. Si, par la faute de leurs chefs, ils ne sont pas encore pénétrés des idées socialistes, ils ont, en revanche, le sens de l'action immédiate. Lorsqu'ils veulent quelque chose, ils le veulent bien. Et ils ne s'arrêtent pas devant des initiatives hardies. Au lieu de se griser des phrases vides de sens, comme : « pas de politique ! » à l'instar de certains de nos chefs syndicalistes, vaniteux et ignorants, ils ont formé, avec le concours des partis socialistes, un *Comité d'Action* ayant pour objet d'empêcher une politique néfaste de guerre qui décimerait surtout le prolétariat. Les ouvriers anglais, jadis corporatistes étroits, ont fini par comprendre que l'imbécile mot d'ordre : « pas de politique » signifie le triomphe de la politique la plus réactionnaire, une véritable trahison envers les intérêts prolétariens. « Pas de politique » pour la classe ouvrière veut dire carte blanche à la politique de guerre des

gouvernements capitalistes, qui serait la mort du prolétariat mondial.

Non seulement les prolétaires anglais avides d'action font une politique anticapitaliste et antigouvernementale, mais ils sont venus en France et, au grand scandale de Jouhaux et de M. Millerand-Tête de Bois, ont offert leur collaboration au Parti socialiste français. Jouhaux les a presque éconduits et notre Tête de Bois national les a expulsés. Notre imbécile national a mis à la porte les représentants qualifiés de sept millions de prolétaires anglais, comme des voyous. La sympathie d'une épave tsariste à la Baron Wrangel pèse plus dans la balance de notre ex-camarade que tout le prolétariat britannique. Cela n'empêchera pas le Comité d'Action de prospérer et d'agir. Ils agissent au nom du pacifisme, mais leur action, dans les circonstances actuelles, prend inévitablement un caractère révolutionnaire, « anticonstitutionnel », qui effraie certains chefs modérés de la classe ouvrière anglaise. Pourtant, ceux-ci font contre fortune bon cœur.

On peut en dire autant du mouvement gréviste de la corporation des mineurs, qui s'annonce formidable. Son objet est une question de salaires et de prix du charbon, mais les conséquences sociales et politiques de ce mouvement, s'il éclate, seront incalculables. La base même du Régime s'ébranle. Le prolétariat des mines peut porter à la société capitaliste un coup mortel. A moins qu'elle ne trouve de nouveau quelque sauveur dans la classe ouvrière elle-même. Le capitalisme ne peut se sauver — momentanément ! — que par la trahison. Voilà pourquoi Lénine eut raison de dire au Congrès de Moscou, que « l'opportunisme est le principal ennemi ». Car il est le principal ami de nos ennemis.

En Italie également, la classe capitaliste demande un sauveur. Le prolétariat, las de grèves stériles, fit un pas en avant sur la route escarpée de la révolution sociale : il *soviétisa* les usines en commençant par celles de la métallurgie. Et il « tient ». La bonne méthode révolutionnaire, *à la Russe*, réclame la conquête du pouvoir politique *d'abord*. Mais les révolutions ne se font pas selon les règles idéales, sur commande et sur mesure. Le prolétariat fait son apprentissage dans et par l'action. Il a prouvé sa force et son bon vouloir révolutionnaire. Quand il aura acquis la conviction qu'il ne suffit pas de mettre la main sur les usines pour obtenir tout le pouvoir économique et que, pour cela, la dictature politique est indispensable, il fera fatalement le deuxième pas et il étendra sa main puissante vers le pouvoir politique.

La bourgeoisie italienne a compris tout le sérieux de la situa-

tion. Elle entre dans la voie des concessions. Une notable partie de cette bourgeoisie admet déjà le contrôle ouvrier sur les usines. Première victoire. D'autres suivront. Il ne faut pas oublier que la Révolution bolcheviste russe débuta également, dans certains cas, par le contrôle ouvrier. La morale de cette histoire est que chaque pays a sa manière de déposséder la bourgeoisie, souvent inattendue. Que les sceptiques opportunistes se le disent.

Rien de plus salubre que l'expérience vivante des pays en révolution. Nous le voyons à présent en France par l'exemple de Cachin et Frossard, partis en Russie comme « reconstructeurs » hésitants et sceptiques et revenus « Troisièmes ». Ils sont venus, ont vu et ont été vaincus — par l'évidence des faits. Il me semble que c'est précisément le côté réaliste et « opportuniste » dans le bon sens du mot de ces militants de haute valeur qui a joué un rôle décisif dans leur conversion au communisme révolutionnaire. Ils ont vu, ce qu'on appelle vu, de leurs yeux la formidable Réalité, qu'est la gigantesque Révolution russe. Ils ont vu tout un peuple de plus de cent millions vivant sous un gouvernement communiste. Ils ont pu constater, par une observation directe, la transformation prodigieuse de la mentalité de tout un immense peuple rendu à lui-même, délivré du parasitisme social, chassant, les uns après les autres, tout un monde d'ennemis. Ils ont vu une propagande communiste menée sur une grande échelle, avec les moyens d'un Etat puissant. Ils ont vu des misères horribles, des souffrances atroces qui font d'autant plus apprécier l'enthousiasme sans pareil de cette sublime communauté qui subit tout pour l'idée de la révolution mondiale. Ils ont vu une nouvelle Humanité naître dans les douleurs sous leurs yeux. Et ils furent secoués par un frisson sacré !

Il faut être un avorton moral ou être privé de tout sentiment socialiste et révolutionnaire pour ne pas être ébranlé en face d'une Révolution Communiste qui vit, qui palpète, qui lutte, qui réalise, qui souffre, souffre, souffre au-dessus de tout ce qu'on peut imaginer et qui, malgré tout, est décidée à ne jamais se rendre. Honneur à ceux qui ont compris et vécu cette grandeur morale et sociale incomparable. Et honte à tous ces esprits mesquins qui, en face de ce bouleversement mondial, n'ont qu'un seul sentiment, celui de leur médiocrité, cherchant à sauver leurs petites situations personnelles, leur petit amour-propre et qui sont en train de combiner de petites et de grandes manœuvres pour faire échouer l'idée de l'adhésion à l'œuvre grandiose de la Révolution russe. Ce petit clan de soi-disant « construc-

teurs » de droite ne trouve aucun moyen trop abject pour combattre la III^e Internationale Communiste. On cherche, en ce moment, à créer une confusion sur le nombre et le contenu des conditions posées par l'*Internationale Communiste* à ceux qui veulent y adhérer. Misérable prétexte. Il n'y a — ces bonnes gens le savent — au fond que deux conditions : 1^o Il faut être sérieusement socialiste ; 2^o il faut être sincèrement révolutionnaire. Mais ce sont précisément ces conditions qui les effrayent. C'était si commode autrefois. On était socialiste sans l'être tout en l'étant. Le socialisme n'enait à tout — à toutes les places — sans même la condition d'en sortir. Moscou veut changer tout cela. Il faudra être socialiste, plus exactement communiste et révolutionnaire pour de bon : Quel désastre pour tous les Mayéras de France et de Navarre. Mais il n'y a pas de manœuvre qui tienne devant la situation révolutionnaire et devant les masses de plus en plus émancipées de leurs mauvais bergers. Que le prochain Congrès décide ce qu'il voudra, l'Histoire ne retournera pas en arrière. Il faudra choisir entre Noske-Renaudel-Thomas et la Révolution mondiale. Toute la question est là, et pas ailleurs...

Ch. R.

NOTA

Faute de place nous sommes obligés de remettre au prochain numéro le compte rendu des livres : Jean Brécot, *La Grande Grève de Mai 1920* ; de Sébastien Dalzetto, *La Terre Délivrée*, et des Editions d'un grand intérêt du *Bulletin Communiste*.

LA REVUE.

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la Soc. Mutuelle d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste
paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

Comunismo

esce il 1° ed il 15 di ogni mese
direttore G. M. Serrati
Milano. — Vio S. Damiano 16.

Il Soviet

organo della Frazione comunista
astensionista del Partito
Socialista Italiano
Napoli, Borgo S. Antonio 221.

L'Ordine Nuovo

setti manale socialista
Torino. — Via XX Settembre 19.

Le Phare

Education et Documentation
Socialistes
Directeur : Jules Humbert-Droz
P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds
(Suisse)

Lupta de Clasa

paraît le 1 et le 16
Bucarest, Strada Stal Jonică, 12.

Russische Korrespondenz

West-Europäisches Unter-
Sekretariat der K. I., Berlin.

Die Internationale

Gegründet von Rosa Luxemburg u.
Franz Mehring
Zentrale der Kommunistischen
Partei Deutschlands. — Berlin.

Kommunistische Räte Korrespondenz

Herausgeber Die Zentrale der
Kommunistischen Partei
Deutschlands. — Berlin.

Jugend-Internationale

Kampforgan der Kommunistischen
Jugend-Internationale
Berlin, Stralauerstrasse 12.

Kommunismus

Kommunistische Zeitschrift für die
Länder Südosteuropas.
Wien, VIII, Alserstrasse 69.

Novoie Vremia

revista partidului Communist
bulgar.
Sofia. — Narodn Dom.

